



LA BANQUE ROYALE PUBLIE DES RÉSULTATS RECORDS POUR LE PREMIER TRIMESTRE DE 2005

Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent document est basée sur les principes comptables généralement reconnus (PCGR) des États-Unis, et les montants y sont libellés en dollars canadiens. Les ratios de capital sont basés sur l'information financière dressée selon les PCGR du Canada.

Faits saillants du premier trimestre de 2005 par rapport au premier trimestre de 2004 :

- Bénéfice net du premier trimestre de 1 041 millions de dollars, en hausse de 248 millions ou 31 % par rapport à l'an dernier.
- Bénéfice dilué par action de 1,58 \$, en hausse de 0,40 \$ ou 34 %.
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 22,9 %, en hausse de 480 points de base.
- Total des revenus de 4 659 millions de dollars, en hausse de 471 millions ou 11 %.
- Frais autres que d'intérêt en baisse de 112 millions de dollars ou 4 %, en raison principalement du règlement avec Rabobank au premier trimestre de 2004.
- Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances de 108 millions de dollars, comparativement à un recouvrement de 28 millions l'an dernier (reflétant la contrepassation d'une tranche de 150 millions de la provision cumulative générale au premier trimestre de 2004).
- Ratio du capital de première catégorie de 9,2 %.

TORONTO, le 25 février 2005 – Pour son premier trimestre terminé le 31 janvier 2005, la Banque Royale du Canada (symbole du titre au téléscripteur des Bourses de Toronto et de New York : RY) a annoncé qu'elle a réalisé un bénéfice net trimestriel record de 1 041 millions de dollars, en hausse de 248 millions ou 31 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier, et un bénéfice dilué par action de 1,58 \$, en hausse de 0,40 \$ ou 34 %. Le rendement des capitaux propres s'est

établi à 22,9 %, comparativement à 18,1 % pour la période correspondante de l'an dernier.

Commentant les résultats, M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction, a déclaré : « Tous nos secteurs d'exploitation ont connu un solide rendement ce trimestre, en raison surtout des résultats découlant de nos initiatives mises en œuvre pour accroître les revenus et de nos mesures de contrôle des coûts, ainsi que du maintien des faibles taux d'intérêt et de la solidité de l'économie, des marchés financiers et de l'environnement de crédit. »

Selon les PCGR du Canada, le bénéfice net s'est établi à 979 millions de dollars, en hausse de 193 millions ou 25 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier, et le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 1,50 \$, en hausse de 0,32 \$ ou 27 %.

Le total des revenus au premier trimestre a augmenté de 471 millions de dollars ou 11 % comparativement à la période correspondante de l'an dernier. Les revenus de tous les secteurs ont progressé, résultat qui reflète la croissance importante des prêts et des dépôts au Canada et aux États-Unis, les volumes accrus d'activités d'assurance invalidité (qui englobent désormais les activités au Canada de Provident Life and Accident Assurance Company, ou UnumProvident), l'élargissement des marges et l'amélioration des prix des produits hypothécaires aux États-Unis, ainsi que les revenus importants découlant de nos activités liées à la prise ferme de titres de participation, aux fonds communs de placement, aux opérations de change au détail et aux cartes de crédit. Ces facteurs ont largement neutralisé la baisse de 100 millions de dollars des revenus découlant du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 112 millions de dollars ou 4 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier. Ce résultat reflète en grande partie les coûts engagés au premier trimestre de 2004 relativement au règlement d'un litige avec Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank, B.A. (Rabobank), déduction faite d'une

Table des matières

1	Faits saillants du trimestre	6	Sommaire des résultats consolidés et autres faits saillants	18	Gestion des liquidités
2	Message du président et chef de la direction	7	Aperçu de nos activités	18	Gestion du risque de crédit
3	Nos objectifs et notre rendement	8	Résultats consolidés	19	Gestion du risque de marché
4	Faits saillants du premier trimestre	10	Adoption de principales conventions comptables	20	Annexe A
4	À propos de la Banque Royale du Canada	10	Résultats des secteurs d'exploitation	21	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives
5	Rapport de gestion	16	Faits saillants du bilan	22	États financiers – PCGR des États-Unis
5	Aperçu de RBC	17	Gestion du capital	29	États financiers – PCGR du Canada
				39	Renseignements aux actionnaires

réduction connexe au titre de la charge de rémunération et de la charge d'impôts, ainsi qu'un recul de 60 millions des charges attribuable à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Ces facteurs ont largement contrebalancé l'accroissement de la charge de rémunération variable découlant des revenus accrus et des coûts liés à l'expansion de nos équipes de vente.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 108 millions de dollars au premier trimestre de 2005, comparativement à un recouvrement de 28 millions l'an dernier, qui reflétait la contrepassation d'une tranche de 150 millions de la provision cumulative générale pour pertes sur créances.

Comparativement au quatrième trimestre de 2004, le bénéfice net a augmenté de 537 millions de dollars, et le bénéfice dilué par action a progressé de 0,82 \$. Ces résultats reflètent principalement l'importante croissance des revenus de 261 millions de dollars ou 6 %, les charges liées au réaligement de l'entreprise de 192 millions et la charge pour perte de valeur de l'écart d'acquisition de 130 millions constatées au

dernier trimestre, ainsi que le recul ce trimestre des frais autres que d'intérêt de 120 millions ou 4 %. L'importante croissance des revenus découle de l'augmentation des services de titres à revenu fixe et des opérations de change, de l'accroissement des volumes de prêts au Canada et aux États-Unis, des activités accrues de prise ferme de titres de participation, de l'amélioration des prix des produits hypothécaires aux États-Unis, ainsi que de la hausse des revenus tirés de la gestion de placements, des activités de courtage et des fonds communs de placement. La baisse des frais autres que d'intérêt est attribuable à nos importants efforts de gestion des coûts, qui se sont traduits par un recul des charges, notamment au chapitre des honoraires, des frais de marketing et des frais d'occupation.

Au 31 janvier 2005, le ratio du capital de première catégorie se chiffrait à 9,2 %, par rapport à 9,3 % au premier trimestre de l'an dernier et à 8,9 % au quatrième trimestre de 2004. Le ratio du capital total s'établissait à 12,7 %, comparativement à 12,9 % au premier trimestre de l'an dernier et à 12,4 % au dernier trimestre.

MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Je suis heureux d'annoncer que nos trois secteurs d'exploitation ont enregistré de très solides résultats, qui se sont traduits par un bénéfice net record de 1,04 milliard de dollars ce trimestre. Nos efforts accrus visant la croissance des revenus et le contrôle des coûts commencent à porter leurs fruits. Nous continuons également de bénéficier des faibles taux d'intérêt, de la solidité de l'économie et des marchés financiers, ainsi que de l'environnement de crédit favorable.

Nos activités ont généré une croissance des revenus impressionnante; nos volumes de prêts et de dépôts se sont accrus au Canada et aux États-Unis, les résultats liés à nos activités d'assurance invalidité ont été solides, et les revenus tirés des services de prise ferme de titres de participation et des fonds communs de placement ont augmenté. Nos parts de marché continuent d'augmenter pour un grand nombre de nos produits clés.

Nous avons également mieux réussi à contrôler nos coûts. Nos frais autres que d'intérêt ont reculé de 4 % par rapport au trimestre précédent. L'incidence des mesures énergiques que nous avons prises vers la fin de 2004 pour réduire nos coûts commence à se faire sentir.

Examen du rendement

Notre rendement au premier trimestre par rapport à nos objectifs pour l'exercice est illustré à la page 4. Nous avons obtenu un rendement solide en ce qui concerne la plupart de nos objectifs. Nous avons surpassé nos objectifs au chapitre de la croissance du bénéfice et du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, le taux de croissance du bénéfice et le rendement des capitaux propres ayant tous deux excédé 20 %. La croissance des revenus de 11 % a surpassé notre objectif de 6 % à 8 %, et nous avons atteint notre objectif de contrôle des charges, la croissance de ces dernières n'ayant pas dépassé 3 %. Nous avons également atteint nos objectifs en matière de qualité du portefeuille et de gestion du capital. Bien que nos niveaux d'évaluation se soient établis au deuxième quartile de l'indice composé S&P/TSX pour les banques, comparativement au troisième quartile au trimestre précédent, nous n'avons pas atteint notre objectif, à savoir des niveaux d'évaluation se situant dans le quartile supérieur. Notre ratio de distribution s'est également avéré inférieur à notre objectif en raison de la hausse du bénéfice ce trimestre, mais nous n'avons pas changé notre objectif pour l'exercice.

Le bénéfice du **secteur Particuliers et entreprises – Canada** a augmenté de 80 millions de dollars ou 14 % au premier trimestre de 2005, comparativement à l'an dernier. Ce résultat est en grande partie attribuable à la hausse de 10 % des revenus liée à la croissance de nos activités d'assurance invalidité, aux volumes accrus de prêts et de dépôts, aux ventes plus élevées de fonds communs de placement, ainsi qu'à l'appréciation du capital ayant donné lieu à une hausse des commissions, et à l'augmentation des revenus liés aux opérations de change au détail et aux opérations sur cartes de crédit. Les provisions spécifiques

pour pertes sur créances ont reculé de 20 millions de dollars en raison du maintien de la qualité élevée du crédit de notre portefeuille de prêts aux entreprises. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 4 %, résultat qui tient surtout à l'embauche de personnel dans les succursales et de personnel de vente, ainsi qu'à la hausse des frais de publicité et de marketing requis pour soutenir l'accroissement du volume de nos activités.

Le bénéfice du **secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International** a progressé de 36 millions de dollars ou 56 % au premier trimestre, résultat qui tient principalement au fait que le bénéfice net des services bancaires aux États-Unis s'est accru de 27 millions par rapport à l'an dernier, malgré un gain de 35 millions (21 millions après impôts) tiré de la vente de notre portefeuille d'acquisition de comptes de commerçants au premier trimestre de 2004. Les revenus tirés des services bancaires aux États-Unis ont progressé en raison de l'amélioration des prix des produits hypothécaires, ainsi que de l'accroissement des volumes et de l'élargissement des marges de prêts et de dépôts. Nos sérieuses mesures de gestion des coûts et la fermeture de succursales de RBC Mortgage ont contribué à la diminution des frais autres que d'intérêt. La conjoncture économique favorable et l'augmentation des niveaux de prêts garantis ont entraîné une légère baisse de la dotation à la provision pour perte sur créances.

Le **secteur Marchés mondiaux des capitaux** a enregistré un bénéfice record au premier trimestre, en hausse de 61 millions de dollars ou 32 % par rapport au premier trimestre de l'an dernier. Ce résultat reflète l'augmentation de 8 % des revenus découlant de l'accroissement des activités de prise ferme de titres de participation ainsi que le rendement supérieur du groupe des opérations structurées ainsi que des placements privés de titres de créance et de participation. Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 15 %, en raison principalement des coûts engagés l'an dernier relativement au règlement avec Rabobank. Cependant, la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté ce trimestre, résultat qui tient à la contrepassation d'une tranche de la provision cumulative générale ainsi qu'aux recouvrements plus élevés au premier trimestre de l'an dernier.

Priorités clés

Nos priorités clés en 2005 sont les suivantes :

- 1) Croissance améliorée des revenus en répondant davantage aux besoins de nos clients
- 2) Efficience et efficacité accrues, pour que nous puissions offrir une valeur supérieure et de meilleurs services aux clients
- 3) Rendement supérieur du secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International

Nous avons accompli d'importants progrès relativement à toutes ces priorités au premier trimestre.

Dans le secteur Particuliers et entreprises – Canada, nous avons pour objectifs de fournir des solutions clients intégrées pour toutes les étapes de la vie, d'offrir une expérience client supérieure en simplifiant les structures et les activités, d'accroître les capacités de première ligne et d'améliorer nos réseaux de distribution. Ces objectifs devraient se traduire par une meilleure expérience client et par une croissance des revenus.

La structure de notre nouveau secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International a donné lieu à une plus grande reddition des comptes et à la gestion dynamique de nos entreprises, ainsi qu'à l'amélioration des efforts concertés de ces dernières. Conjugués aux diverses mesures visant les revenus et les coûts, ces facteurs devraient se traduire par un rendement accru, qui a déjà commencé à se manifester.

Notre secteur Marchés mondiaux des capitaux offre des services à des clients institutionnels, à des entreprises ainsi qu'à des clients commerciaux de grande envergure à l'échelle mondiale, et il exerce des activités importantes aux États-Unis, en Europe et en Asie. Nous désirons augmenter les revenus de ce secteur en maintenant notre position de chef de file en matière de services de banque d'investissement au Canada, en accroissant nos activités sur le marché milieu de gamme aux États-Unis, en investissant dans nos services de titres à revenu fixe et nos produits structurés aux États-Unis, et en continuant d'élargir à

l'échelle mondiale nos services de négociation, notre gamme de produits structurés ainsi que nos activités dans des marchés à créneaux.

L'un des objectifs ultimes importants de ces priorités est la remontée de nos niveaux d'évaluation. Au cours des dix dernières années, nous avons dans l'ensemble fourni des rendements élevés à nos actionnaires, et nous comptons restaurer notre leadership au chapitre des niveaux d'évaluation et fournir à nos actionnaires des rendements se situant dans le quartile supérieur.

J'aimerais souligner la contribution des membres du personnel au cours du dernier trimestre ainsi que l'engagement dont ils font preuve pour toujours mieux servir nos clients et pour faire en sorte que nous demeurions l'une des meilleures sociétés en Amérique du Nord.

Le président et chef de la direction,



Gordon M. Nixon

NOS OBJECTIFS ET NOTRE RENDEMENT

	Objectifs de 2005	Rendement du premier trimestre de 2005
1. Évaluation		
Maintenir des niveaux d'évaluation se situant dans le quartile supérieur :		
• Cours des actions/valeur comptable :	Quartile supérieur de l'indice composé S&P/TSX pour les banques	Deuxième quartile de l'indice composé S&P/TSX pour les banques (1)
• Cours des actions/bénéfice :	Quartile supérieur de l'indice composé S&P/TSX pour les banques	Deuxième quartile de l'indice composé S&P/TSX pour les banques (2)
Croissance du cours des actions :	Supérieure à l'indice composé S&P/TSX pour les banques	Supérieure à l'indice composé S&P/TSX pour les banques
2. Croissance du bénéfice		
Augmenter le bénéfice dilué par action de :	20 %+	34 %
3. Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires		
Obtenir un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de :	18 % à 20 %	22,9 %
4. Croissance des revenus		
Obtenir une croissance des revenus de :	6 % à 8 % (3)	11 %
5. Contrôle des frais autres que d'intérêt		
Limiter la croissance des charges à :	Moins de 3 %	(4)%
6. Qualité du portefeuille		
Obtenir un ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances par rapport à la moyenne des prêts et des acceptations :	Entre 0,35 % et 0,45 %	0,11 % (4)
7. Gestion du capital		
Ratios de capital (5) :	Ratio du capital de première catégorie de 8 % à 8,5 % Ratio du capital total de 11 % à 12 %	Ratio du capital de première catégorie de 9,2 % Ratio du capital total de 12,7 %
8. Ratio de distribution (6) :	40 % à 50 %	34 %

(1) Nous avons calculé ce rendement le 31 janvier 2005, en nous basant sur les valeurs comptables au 31 octobre 2004.

(2) Nous avons calculé ce rendement le 31 janvier 2005, en nous basant sur la moyenne des estimations des analystes concernant le bénéfice dilué par action de 2005.

(3) Calculs basés sur la valeur moyenne du dollar canadien de 0,80 \$ US que nous prévoyons pour 2005.

(4) La dotation, au cours du trimestre, d'une tranche de 52 millions de dollars des provisions cumulatives spécifiques attribuées à la provision cumulative générale attribuée a réduit ce ratio de 0,12 %.

(5) Calculs basés sur les lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

(6) Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net après dividendes sur actions privilégiées.

FAITS SAILLANTS DU PREMIER TRIMESTRE

L'analyse des principales annonces faites, des principales améliorations apportées et des principaux résultats constatés relativement à chacun de nos secteurs d'exploitation au premier trimestre de 2005 est présentée ci-après :

Secteur Particuliers et entreprises – Canada

Vente de Liberty Insurance Services Corporation

- Le 31 décembre 2004, nous avons conclu la vente à IBM Corporation de Liberty Insurance Services Corporation, notre secteur de services d'administration d'assurances de tiers. Cette vente permet à RBC de se concentrer sur ses principales activités d'assurance vie aux États-Unis.

Élaboration de nouveaux produits

- Au cours du premier trimestre, RBC Gestion d'actifs a pour la première fois de son histoire enregistré des ventes nettes de fonds communs de placement à long terme de plus de 1 milliard de dollars. En janvier, nous avons lancé le Fonds d'actions internationales O'Shaughnessy RBC, qui a été mis au point par Jim O'Shaughnessy, un gestionnaire de portefeuilles et auteur bien connu. Le Fonds d'actions internationales O'Shaughnessy est le quatrième fonds de la série O'Shaughnessy RBC, et il est offert exclusivement aux investisseurs canadiens par RBC Gestion d'actifs.
- Au cours du trimestre, nous avons lancé des LEOS^{MC} RBC Dow 10SM (billets indexés sur des options de titres liquides à capital protégé) destinés aux épargnants du secteur détail qui veulent éviter le risque, mais cherchent à ouvrir leur portefeuille sur de grands titres américains. Les rendements de ces billets sont liés à l'indice Dow 10^{MC}, qui est composé des 10 actions rapportant le plus fort dividende de l'indice Dow Jones Industrial Average^{MC}. Ces billets offrent aux investisseurs une protection intégrale du capital, ils sont entièrement admissibles au REER et ne sont pas comptés dans le contenu étranger plafonné à 30 %.

Secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International

Élaboration de nouveaux produits

- RBC Centura a enregistré une croissance globale des dépôts de 8 % ce trimestre, le total des dépôts ayant atteint un montant record de 10 milliards de dollars US. Le lancement du compte Bonus Plus Money Market de RBC Centura, un nouveau produit offrant des taux très concurrentiels et un accès total à des liquidités, conçu de manière à solidifier les relations avec les clients existants et à acquérir de nouveaux clients, a contribué à la croissance des dépôts. Les dépôts de détail ont augmenté de 5 % ou 482 millions de dollars US ce trimestre.

Expansion des activités

- RBC Centura a accru sa présence en Floride en ouvrant quatre nouvelles succursales au premier trimestre. Trois de ces succursales, qui sont respectivement situées à Tampa, Seminole et Port Charlotte, marquent le lancement de nos services bancaires de détail sur ces marchés et appuient les services qu'offre RBC aux retraités-voyageurs. La quatrième succursale souligne pour sa part l'ouverture d'une septième succursale dans la région du grand Orlando. Ces nouvelles succursales portent à 34 le nombre total de

centres bancaires de RBC Centura en Floride et elles sont au nombre des 15 nouvelles succursales que nous comptons ouvrir au cours de l'exercice 2005.

- Le groupe des prêts liés au secteur immobilier commercial de RBC Centura a conclu des contrats d'une valeur de 147 millions de dollars US ce trimestre, qui ont donné lieu à une croissance nette de 75 millions de dollars US, et d'autres prêts commerciaux sont en cours de traitement. Plus récemment, RBC Centura a refinancé l'une des plus importantes opérations immobilières à Raleigh, en Caroline du Nord, une somme de 105 millions de dollars US ayant été refinancée par l'entremise de Archon Financial/Goldman Sachs.
- RBC poursuit l'expansion de ses activités en Amérique latine et elle a ouvert un bureau de services de gestion privée globale à Porto Alegre, au Brésil. Grâce à sa présence en Argentine, au Venezuela et en Uruguay, RBC jouit d'une marque reconnue et d'une bonne réputation dans la région. Selon un sondage publié par le magazine *Euromoney* en janvier 2005 (qui se fonde sur les données annuelles en date de juin 2004), RBC Gestion Privée Globale se classe au troisième rang des banques brésiliennes offrant des services de gestion privée, et au quatrième rang des banques offrant de tels services dans les Amériques.

Marchés mondiaux des capitaux

Opération importante

- Le secteur Marchés mondiaux des capitaux a agi à titre de preneur ferme dans le cadre de la vente par Verizon Communications Inc. de sa participation restante dans TELUS Corporation. La valeur de cette opération s'est établie à 2,24 milliards de dollars, soit la plus importante opération sur actions effectuée à l'échelle mondiale en décembre 2004 selon Bloomberg.

Élaboration de nouveaux produits

- En janvier, le secteur Marchés mondiaux des capitaux, Standard & Poor's (S&P), Marchés mondiaux CIBC et la Bourse de Toronto (TSX) ont créé le premier indice obligataire indépendant au Canada. Le lancement du nouvel indice obligataire canadien S&P/TSX est prévu pour le deuxième trimestre 2005. Une fois lancé, cet indice sera une référence de premier plan pour les portefeuilles de titres à revenu fixe, en plus d'ouvrir la voie à l'élaboration d'autres produits indiciaires de placements obligataires.

Chef de file de l'industrie

- En janvier, Bloomberg a annoncé que le secteur Marchés mondiaux des capitaux s'était classé en tête des preneurs fermes de titres de participation canadiens en 2004. Selon les données recueillies par Bloomberg, nous avons agi à titre de chef de file dans le cadre de 50 opérations sur titres – soit près de deux fois plus d'opérations qu'en 2003 – qui ont permis de mobiliser 4,7 milliards de dollars. Le secteur Marchés mondiaux des capitaux a également terminé en tête en ce qui concerne les créances de gouvernements et les titres d'emprunt de sociétés, position qui solidifie la réputation de chef de file mondial de RBC sur le marché des titres d'emprunt libellés en dollars canadiens.

À PROPOS DE LA BANQUE ROYALE DU CANADA

La Banque Royale du Canada (symbole du titre au télécriteur des Bourses de Toronto et de New York : RY) utilise le préfixe RBC pour désigner ses secteurs d'exploitation et ses filiales, qui exercent leurs activités sous la marque RBC Groupe Financier. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque au Canada en matière de capitalisation boursière et d'actifs, et elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord. Elle offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des

services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et aux marchés des capitaux et des services de traitement des opérations. La société compte quelque 60 000 employés au service de plus de 12 millions de particuliers, d'entreprises et de clients du secteur public en Amérique du Nord et dans une trentaine de pays partout dans le monde. Pour en savoir davantage, visitez le site Web rbc.com.

RAPPORT DE GESTION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU PREMIER TRIMESTRE DE 2005

Le présent rapport de gestion, qui porte sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation, a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer les changements importants survenus dans notre situation financière et nos résultats d'exploitation pour le trimestre terminé le 31 janvier 2005, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Il se base sur l'information financière dressée conformément aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis (les PCGR des États-Unis) et il a été préparé en vertu de l'article 303 du règlement S-K prévu par la *Securities Exchange Act of 1934*. Ce rapport de gestion ne diffère à aucun égard important de celui qui aurait été établi en fonction de l'information financière dressée selon les PCGR du Canada, sous réserve de ce qui est expliqué dans les analyses supplémentaires. Les calculs des ratios de capital sont basés sur l'information dressée selon les PCGR du Canada. Ce rapport de gestion est daté du 25 février. Sauf indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

Des renseignements additionnels relatifs à la Banque Royale du Canada sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et sur la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis à l'adresse sec.gov.

APERÇU DE RBC

La BANQUE ROYALE DU CANADA (symbole du titre au télécopieur des Bourses de Toronto et de New York : RY) utilise le préfixe RBC pour désigner ses secteurs d'exploitation et ses filiales, qui exercent leurs activités sous la marque RBC Groupe Financier. Notre banque est la plus importante banque au Canada en matière de capitalisation boursière et d'actifs, et elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord. Nous offrons, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et aux marchés des capitaux et des services de traitement des opérations. Notre société compte plus de 60 000 employés au service de plus de 12 millions de particuliers, d'entreprises et de clients du secteur public en Amérique du Nord et dans une trentaine de pays partout dans le monde. Pour en savoir davantage, consultez notre rapport annuel 2004 ou visitez le site Web rbc.com.

Réalignement et initiative « Le client avant tout »

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2004, nous avons réaligné notre structure organisationnelle, nos ressources et nos processus afin de répondre plus efficacement aux besoins financiers de nos clients dans tous nos secteurs d'exploitation. Dans le cadre du réalignement, nous avons réorganisé nos cinq secteurs d'exploitation en trois secteurs d'exploitation structurés en fonction des besoins des clients et des zones géographiques. Toutes les autres activités qui ne sont pas attribuées à ces trois secteurs d'exploitation sont présentées sous notre quatrième secteur, à savoir les Services de soutien généraux. La présentation de notre information sectorielle se fonde sur cette nouvelle structure de gestion. Des détails sur chacun de nos nouveaux secteurs d'exploitation sont fournis ci-après. Nous avons également mis en œuvre l'initiative « Le client avant tout », qui vise à trouver de nouveaux moyens de générer une croissance plus forte des revenus, ainsi qu'à rationaliser notre entreprise de manière à accélérer la prise de décisions et leur mise en œuvre et à améliorer la productivité.

Secteur Particuliers et entreprises – Canada

Le secteur Particuliers et entreprises – Canada regroupe les services bancaires ainsi que les services de placements au Canada, de même que nos services d'assurances mondiaux.

Ce secteur fournit des solutions financières à plus de 11 millions de particuliers et de PME clientes au Canada. Les produits et services financiers offerts comprennent les comptes de dépôt et de placement, les cartes de crédit et de débit, les prêts hypothécaires et autres prêts, les assurances vie et autres, ainsi que des services financiers, des services de placement et des services transactionnels.

Les capacités de distribution regroupent des réseaux exclusifs et non exclusifs, y compris un réseau de succursales bancaires, de centres de services aux entreprises, des planificateurs financiers, des représentants hors succursales, des guichets automatiques et des services bancaires par téléphone et par Internet, ainsi que des courtiers d'assurance indépendants.

Les services aux *particuliers* visent à répondre aux besoins des particuliers faisant partie de notre clientèle à toutes les étapes de leur vie, en leur offrant une vaste éventail de produits tels que des prêts personnels (prêts hypothécaires, financement aux fins d'accession à la propriété, lignes de crédit et cartes de crédit), des comptes de dépôt, des

services de placement (services de courtage, de gestion d'actifs et de planification financière), et de l'assurance (assurances habitation, automobile, voyage, vie et maladie).

Les services aux *entreprises* comprennent un vaste choix de prêts, de comptes de dépôt, de services transactionnels et de produits de placements, qui visent à répondre aux besoins des PME clientes. Ces services incluent également nos services de réassurance.

Secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International

Le secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International comprend les services bancaires et les services de courtage au détail aux États-Unis, les services bancaires dans les Antilles et aux Bahamas, ainsi que les services de gestion privée globale à l'échelle internationale. Ce secteur se compose des *services bancaires* et des *services de gestion de patrimoine*.

Les *services bancaires* regroupent les services bancaires de RBC Centura et de RBC Mortgage, ainsi que les services bancaires dans les Antilles et aux Bahamas. Ils se composent d'un vaste éventail de produits à l'intention des particuliers et des entreprises situés aux États-Unis, dans les Antilles et aux Bahamas, ainsi que de services de montage de prêts hypothécaires aux États-Unis.

Les *services de gestion de patrimoine* regroupent certaines activités de RBC Dain Rauscher (à l'exception des services à revenu fixe qui font désormais partie des services à revenu fixe de gros présentés dans le secteur Marchés mondiaux des capitaux) et de la Gestion Privée Globale. Aux États-Unis, nous offrons des services de placement, des services-conseils et des services de gestion d'actifs aux particuliers, ainsi que des services de compensation et d'exécution aux courtiers en valeurs mobilières et aux institutions de petite taille et de taille moyenne. À l'échelle internationale, nous offrons des services de gestion privée, des services fiduciaires, des services de gestion de placements et des services-conseils en matière de placements à des clients qui disposent d'un avoir net élevé.

Secteur Marchés mondiaux des capitaux

Le secteur Marchés mondiaux des capitaux fournit une vaste choix de produits et services financiers aux entreprises, gouvernements et institutions faisant partie de notre clientèle en Amérique du Nord, ainsi que des produits et services spécialisés à l'échelle mondiale. Nos produits comprennent des titres d'emprunt, des titres de participation, des services de banque d'investissement, des produits de crédit et du marché monétaire, des produits de change et des produits de base, ainsi que des actifs diversifiés. Relativement à tous nos produits, nous offrons aux clients divers services incluant des services-conseils, des services de montage, des services de vente et de distribution, des services de structuration, des services d'analyse et de recherche, des services de négociation et d'exécution, des services de garde et d'administration des placements, ainsi que des services de correspondance bancaire. Le secteur Marchés mondiaux des capitaux effectue également des placements et des activités pour compte propre. Il se compose des *Marchés mondiaux*, des *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers*, ainsi que des *Autres services*.

Les *Marchés mondiaux* comprennent l'ensemble de nos activités liées au marché de la dette (y compris les services à revenu fixe de Dain Rauscher dont il est fait mention ci-dessus), au marché monétaire,

aux opérations de change, aux dérivés, aux actifs diversifiés, aux placements privés de titres de créance et de participation, ainsi qu'aux activités de négociation pour compte propre.

Les *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers* regroupent les services à la grande entreprise et de banque d'investissement (y compris le portefeuille de prêts stratégiques), ainsi que les activités de vente et de négociation de titres de participation.

Les *Autres services* se composent des services de garde et d'administration des placements, des services de correspondance bancaire, des services bancaires aux entreprises, des services de recherche, du portefeuille de prêts non stratégiques ainsi que des services de gestion centralisés des portefeuilles de prêts du secteur.

Services de soutien généraux

Les Services de soutien généraux regroupent nos ressources en matière d'exploitation et de technologie de l'information, la trésorerie générale ainsi que d'autres unités fonctionnelles. Ces groupes et ces unités fonctionnelles engagent principalement des coûts qui sont attribués aux secteurs d'exploitation respectifs, selon des méthodes décrites à la rubrique « Résultats des secteurs d'exploitation ». Les résultats déclarés de ce secteur reflètent en grande partie les activités mises en œuvre au profit de l'organisation et ils ne sont pas attribués aux secteurs d'exploitation. Ces activités peuvent comprendre des opérations liées à la gestion de la trésorerie, du capital ou des risques, ou encore des opérations à des fins stratégiques.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS ET AUTRES FAITS SAILLANTS

(en millions de dollars canadiens) sauf les montants par action	Pour le trimestre terminé le			Variation 31 janvier 2005 par rapport au	
	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004	31 octobre 2004	31 janvier 2004
Total des revenus	4 659 \$	4 398 \$	4 188 \$	6 %	11 %
Frais autres que d'intérêt	2 661	2 781	2 773	(4)%	(4)%
Dotation à la provision pour pertes sur créances	108	97	(28)	11 %	n.s.
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	348	423	338	(18)%	3 %
Charges liées au réaligement de l'entreprise	2	192	–	(99)%	n.s.
Perte de valeur de l'écart d'acquisition	–	130	–	n.s.	n.s.
Bénéfice net avant impôts	1 540	775	1 105	99 %	39 %
Bénéfice net	1 041 \$	504 \$	793 \$	107 %	31 %
Principaux ratios					
Bénéfice par action – dilué	1,58 \$	0,76 \$	1,18 \$	108 %	34 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	22,9 %	11,0 %	18,1 %	1 190 p.b.	480 p.b.
Rendement du capital de risque (2)	36,7 %	17,1 %	28,4 %	1 960 p.b.	830 p.b.
Marge nette d'intérêt (3)	1,53 %	1,53 %	1,52 %	–	1 p.b.
Ratio d'efficacité (4)	57,1 %	63,2 %	66,2 %	(610)p.b.	(910)p.b.
Ratios de capital (5)					
Ratio du capital de première catégorie	9,2 %	8,9 %	9,3 %	30 p.b.	(10)p.b.
Ratio du capital total	12,7 %	12,4 %	12,9 %	30 p.b.	(20)p.b.
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	17 850 \$	17 850 \$	17 150 \$	–	4 %
Moyenne du capital de risque (2)	11 150	11 450	10 950	(3)%	2 %
Principales données figurant au bilan					
Total de l'actif	452 318 \$	447 682 \$	442 444 \$	1 %	2 %
Valeurs mobilières	136 548	127 496	137 863	7 %	(1)%
Prêts à la consommation	128 773	127 476	120 859	1 %	7 %
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	50 740	48 223	55 142	5 %	(8)%
Dépôts	280 351	271 575	265 874	3 %	5 %
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	61 915	62 566	60 673	(1)%	2 %
Secteurs – bénéfice net					
Particuliers et entreprises – Canada	658 \$	452 \$	578 \$	46 %	14 %
Particuliers et entreprises – États-Unis et International	100	(137)	64	n.s.	56 %
Marchés mondiaux des capitaux	253	201	192	26 %	32 %
Services de soutien généraux	30	(12)	(41)	n.s.	n.s.
Total du bénéfice net	1 041 \$	504 \$	793 \$	107 %	31 %
Incidence de certains éléments					
Contrepassation au titre de la provision cumulative générale	–	25 \$	150 \$		
Charges liées au réaligement de l'entreprise	(2)\$	(192)	–		
Perte de valeur de l'écart d'acquisition	–	(130)	–		
Incidence fiscale de certains éléments	1	58 \$	(53)\$		
Règlement avec Rabobank (après les impôts et les autres coûts liés au règlement)	–	–	(74)		
Incidence totale de certains éléments sur le bénéfice net	(1)\$	(239)\$	23 \$		

Incidence de la conversion en dollars canadiens d'opérations libellées en dollars américains

	T1 2005 par rapport au	
	T4 2004	T1 2004
Total des revenus	(55)\$	(100)\$
Frais autres que d'intérêt	30	60
Bénéfice net	(15)\$	(25)\$
Bénéfice par action – dilué	(0,02)\$	(0,04)\$
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	0,827	0,792
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,806	0,821

(1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés à l'aide des soldes de fin de mois pour la période. Se reporter à la rubrique « Mesures du rendement » pour une analyse plus détaillée et à l'Annexe A pour un rapprochement.

(2) La moyenne du capital de risque et le rendement de la moyenne du capital de risque constituent des mesures financières non définies par les PCGR. Se reporter à la rubrique « Mesures du rendement » pour une analyse plus détaillée et à l'Annexe A pour un rapprochement.

(3) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif.

(4) Le ratio d'efficacité est calculé selon les frais autres que d'intérêt exprimés en pourcentage du total des revenus.

(5) Calculé selon l'information financière préparée conformément aux PCGR du Canada et en fonction des lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).
n.s. non significatif

APERÇU DE NOS ACTIVITÉS

Le présent aperçu met en évidence les données financières sommaires et pourrait ne pas comporter toutes les informations que le lecteur considère comme importantes. Afin d'acquiescer une compréhension approfondie des tendances, des événements, des incertitudes et de l'incidence des estimations comptables critiques sur nos résultats et notre situation financière, le document dans son intégralité doit être lu attentivement en parallèle avec notre rapport annuel 2004.

Nous avons déclaré un bénéfice net de 1 041 millions de dollars au premier trimestre terminé le 31 janvier 2005, soit un résultat en hausse de 248 millions ou 31 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,58 \$, en hausse de 0,40 \$ ou 34 %. Le rendement des capitaux propres s'est chiffré à 22,9 %, comparativement à 18,1 % il y a un an. Tous les secteurs ont enregistré des augmentations, qui reflètent principalement les revenus élevés tirés des services bancaires, y compris les meilleurs prix des produits hypothécaires aux États-Unis, les revenus accrus liés à nos activités d'assurance invalidité (qui englobent désormais les activités au Canada de Provident Life and Accident Assurance Company, ou UnumProvident), ainsi que la hausse des honoraires de prise ferme de titres de participation. Ces augmentations sont en partie attribuables à la conjoncture favorable en Amérique du Nord (faibles taux d'intérêt quoique à la hausse, solides économies nord-américaines, solides activités sur les marchés financiers et environnement du crédit favorable), qui a donné lieu à une augmentation des volumes de prêts et de dépôts, à un accroissement des activités de prise ferme de titres de participation, à l'amélioration des marges aux États-Unis, ainsi qu'au recul des provisions spécifiques pour pertes sur créances.

Le bénéfice net du secteur **Particuliers et entreprises – Canada** a progressé de 80 millions de dollars ou 14 % par rapport à l'an dernier, malgré la contrepassation d'une tranche de la provision cumulative générale à la période précédente, qui a donné lieu à une augmentation du bénéfice net de 49 millions (après impôts). La hausse découle en grande partie de la forte croissance des volumes et de l'expérience favorable en matière de pertes, particulièrement en ce qui concerne nos activités de prêts, de dépôts et d'assurance invalidité (qui englobent UnumProvident depuis le 1^{er} mai 2004). Les mesures de compression des coûts ont limité la croissance des frais autres que d'intérêt à 4 %, résultat qui traduit principalement l'expansion des équipes de vente et du personnel des succursales, ainsi que la hausse des frais de marketing liés à notre croissance.

Le bénéfice net du secteur **Particuliers et entreprises – États-Unis et International** a connu une hausse de 36 millions de dollars ou 56 % (66 % en dollars américains) par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la hausse des revenus et du rendement amélioré de nos activités bancaires. Les revenus ont progressé de 2 % (10 % en dollars américains) en raison de l'amélioration des prix des produits hypothécaires, de l'accroissement des volumes de prêts et de l'amélioration des marges. Le gain de 35 millions de dollars (21 millions après impôts) tiré de la vente du portefeuille d'acquisition de comptes de commerçants de RBC Centura effectuée l'an dernier a eu une incidence positive sur les revenus de la période précédente. La solide gestion des coûts et la fermeture de succursales ont contribué à la baisse des charges et à l'amélioration des rendements.

Le bénéfice net du secteur **Marchés mondiaux des capitaux** a augmenté de 61 millions de dollars ou 32 % par rapport à l'an dernier. Cette amélioration découle principalement de la croissance des activités de prise ferme de titres de participation, des opérations de change et des activités de négociation de titres de participation, qui est attribuable à l'accroissement des activités de financement par actions et aux marchés soutenus. Nos opérations structurées et nos activités de placements privés de titres de créance et de participation se sont elles aussi améliorées. Ces résultats ont été neutralisés en partie par les résultats moindres liés aux activités de négociation de titres à revenu fixe, ainsi que par la hausse de la rémunération axée sur les revenus.

Le bénéfice net avant impôts des **Services de soutien généraux** s'est chiffré à 30 millions de dollars et il se compose principalement d'un gain net de 48 millions (31 millions après impôts) à la vente de titres adossés à des créances hypothécaires de 1,3 milliard (qui découlent de la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement) et d'un gain de 13 millions à l'aliénation de placements en actions.

Comparativement au quatrième trimestre de 2004, le bénéfice net a progressé de 537 millions de dollars. Cette augmentation tient à la forte croissance des revenus de 261 millions de dollars, aux charges de 192 millions liées au réalignement de l'entreprise et aux charges pour perte de valeur de l'écart d'acquisition de 130 millions constatées au dernier trimestre, ainsi qu'au recul des frais autres que d'intérêt de 120 millions constaté ce trimestre. La forte croissance des revenus reflète l'accroissement des activités de négociation de titres à revenu fixe et d'opérations de change, l'augmentation des volumes de prêts au Canada et aux États-Unis, les activités accrues de prise ferme de titres de participation et l'amélioration des prix des produits hypothécaires aux États-Unis, ainsi que la hausse des commissions de gestion de placements, des commissions de courtage et des revenus tirés des fonds communs de placement. La baisse des frais autres que d'intérêt est attribuable à nos mesures de gestion des coûts, qui ont donné lieu au recul des charges, notamment au chapitre des honoraires, des frais de marketing et des frais d'occupation.

Le bénéfice net tiré de nos activités aux États-Unis ce trimestre s'est élevé à 92 millions de dollars, en hausse par rapport à une perte de 39 millions l'an dernier, qui incluait une charge de 74 millions au titre du règlement avec Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank, B.A. (Rabobank), déduction faite d'une réduction connexe de la charge de rémunération et de la charge d'impôts. Le bénéfice net tiré de nos activités aux États-Unis a progressé comparativement à la perte de 92 millions de dollars constatée au trimestre précédent, laquelle était en grande partie imputable aux charges pour perte de valeur de l'écart d'acquisition de 130 millions ainsi qu'aux charges liées au réalignement de l'entreprise.

Au 31 janvier 2005, le ratio du capital de première catégorie était de 9,2 %, soit une baisse de 10 points de base par rapport au premier trimestre de l'an dernier, et le ratio du capital total s'établissait à 12,7 %, comparativement à 12,9 % il y a un an, soit une diminution de 20 points de base.

PCGR du Canada

Selon les PCGR du Canada, le bénéfice net s'est établi à 979 millions de dollars, en hausse de 193 millions ou 25 % par rapport à l'an dernier, et le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 1,50 \$, en hausse de 0,32 \$ ou 27 %. Le bénéfice net selon les PCGR du Canada au premier trimestre de 2005 est de 62 millions de dollars moins élevé que celui en vertu des PCGR des États-Unis, résultat qui tient principalement aux différences concernant la comptabilisation des activités d'assurance entre ces PCGR (55 millions de dollars). Se reporter à la note 11 des états financiers intermédiaires dressés selon les PCGR du Canada.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Le texte qui suit comporte une analyse de nos résultats d'exploitation déclarés. Les facteurs qui se rapportent principalement à un secteur donné font l'objet d'une analyse détaillée dans la section portant sur les résultats des secteurs d'exploitation. Outre l'analyse des résultats du trimestre considéré et du trimestre comparable de l'exercice précédent, nous fournissons également une analyse par rapport au trimestre précédent. Nous sommes d'avis que cette information est utile en raison du réalignement mis en œuvre au cours du trimestre considéré, en raison duquel des charges ont été engagées au trimestre précédent.

Total des revenus

Le tableau suivant illustre les principales composantes des revenus :

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
Intérêts créditeurs	3 857 \$	3 665 \$	3 422 \$
Intérêts débiteurs	2 086	1 916	1 769
Revenu net d'intérêt	1 771 \$	1 749 \$	1 653 \$
Services de placements (<i>commissions de courtage, commissions de gestion de placements et revenus tirés de fonds communs de placement</i>)	798 \$	743 \$	802 \$
Activités d'assurance (<i>primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant des services tarifés</i>)	622	621	498
Services bancaires (<i>frais bancaires, revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, revenus sur cartes, commissions de crédit et revenus tirés des activités hypothécaires</i>)	556	499	460
Activités de négociation (<i>exclusion faite des revenus nets d'intérêt</i>)	428	309	427
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	276	217	212
Autres (<i>autres revenus autres que d'intérêt, gain/perte à la vente de titres et revenus tirés de la titrisation</i>)	208	260	136
Revenus autres que d'intérêt	2 888 \$	2 649 \$	2 535 \$
Total des revenus	4 659 \$	4 398 \$	4 188 \$

Premier trimestre de 2005 par rapport au premier trimestre de 2004

Le total des revenus a augmenté de 471 millions de dollars ou 11 % par rapport à l'an dernier. Les revenus tirés de toutes les catégories de produits ont augmenté, sauf ceux liés aux *services de placements* et aux *activités de négociation*, qui sont demeurés inchangés sur douze mois. La hausse des revenus reflète en grande partie nos initiatives en matière de croissance ainsi que la conjoncture nord-américaine favorable qui sont mentionnées précédemment. Ces facteurs ont donné lieu à un accroissement des volumes de prêts et de dépôts, à une amélioration des écarts aux États-Unis ainsi qu'à une hausse des revenus tirés des activités de prise ferme de titres de participation, qui ont largement contrebalancé la réduction de 100 millions de dollars des revenus découlant du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Le *revenu net d'intérêt* a progressé de 118 millions de dollars, en raison surtout de l'accroissement des volumes de prêts au Canada et aux États-Unis. Les marges globales ont augmenté de 1 point de base et se sont établies à 153 points de base.

Les revenus tirés des *services de placements* sont demeurés inchangés sur douze mois, car les revenus tirés des biens administrés et des fonds communs de placement au pays ont augmenté en raison de l'accroissement des ventes et de l'appréciation du capital, résultats qui ont toutefois été contrebalancés en grande partie par le recul des commissions de courtage découlant de la baisse des volumes de négociation.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* ont progressé de 124 millions de dollars, résultat qui concerne principalement les activités d'assurance invalidité, lesquelles comprennent l'acquisition d'UnumProvident.

Les revenus tirés des *services bancaires* ont augmenté de 96 millions de dollars, résultat qui reflète l'amélioration des prix liés à nos activités de montage de prêts hypothécaires, l'accroissement des opérations de change au détail, la hausse des volumes d'opérations sur cartes, ainsi que l'augmentation des frais bancaires sur les dépôts.

Les revenus tirés des *activités de négociation* (en excluant le revenu net d'intérêt) ont progressé de 1 million de dollars en raison des gains sur les opérations de change et sur les activités liées aux titres de participation, qui tiennent à l'accroissement des volumes de clients en raison de la volatilité du dollar américain ainsi qu'à l'amélioration du rendement des activités de négociation pour compte propre. Ces résultats ont été neutralisés en grande partie par les résultats inférieurs liés aux activités de négociation de titres à revenu fixe ainsi qu'aux activités de négociation sur le marché monétaire.

Les *commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils* se sont accrues de 64 millions de dollars grâce à la hausse des activités de prise ferme de titres de participation et à l'accroissement des

volumes de montage de prêts, situation qui reflète notre position de chef de file dans le cadre d'un important placement ayant eu lieu au cours du trimestre, ainsi que la croissance générale du marché durant le trimestre.

Les *autres revenus* ont progressé de 72 millions de dollars, résultat qui reflète principalement les gains nets de 61 millions de dollars à la vente de titres adossés à des créances hypothécaires et l'aliénation de placements de titres de participation au cours de la période considérée. À la période précédente, nous avons inscrit une perte de 26 millions de dollars au titre des placements et constaté une charge de 25 millions liée à l'élimination des commissions de prise ferme intersociétés cumulatives. Pour plus de précisions, se reporter à la rubrique « Services de soutien généraux ».

Premier trimestre de 2005 par rapport au quatrième trimestre de 2004

Le total des revenus a progressé de 261 millions de dollars ou 6 % par rapport au trimestre précédent. Les revenus tirés de toutes les catégories de produits ont augmenté, mais les revenus autres que d'intérêt ont diminué en raison des rendements élevés de certains dérivés au dernier trimestre (se reporter à la rubrique « Faits saillants du bilan »). Ces résultats ont largement contrebalancé la réduction de 55 millions de dollars des revenus découlant du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les revenus tirés des *activités de négociation* (en excluant le revenu net d'intérêt) ont progressé de 119 millions de dollars en raison des gains importants découlant des activités liées aux titres à revenu fixe et aux opérations de change, qui ont été neutralisés en partie par la baisse des gains sur les activités de négociation de titres de participation car des gains au titre d'une position de prise ferme avaient été constatés à la période précédente.

Les *commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils* se sont accrues de 59 millions de dollars en raison de la hausse des activités de prise ferme de titres de participation dont il est fait mention ci-dessus.

Les revenus tirés des *services bancaires* ont augmenté de 57 millions de dollars, résultat qui reflète l'amélioration des prix liés à nos activités de montage de prêts hypothécaires, les opérations de change, ainsi que la croissance des comptes de dépôt.

Les revenus tirés des *services de placements* ont progressé de 55 millions de dollars. La hausse des commissions de courtage et des revenus tirés des fonds communs de placement est attribuable à l'accroissement des activités par les clients ainsi qu'aux ventes élevées de fonds communs de placement, qui reflètent principalement le début de la saison des REER.

Frais autres que d'intérêt

Le tableau suivant illustre les principales composantes des frais autres que d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier	31 octobre	31 janvier
	2005	2004	2004
Ressources humaines	1 721 \$	1 722 \$	1 668 \$
Matériel et communications	374	422	357
Frais d'occupation	183	205	179
Services professionnels et autres services externes	188	223	166
Autres charges	179	193	387
Amortissement des actifs incorporels	16	16	16
Frais autres que d'intérêt	2 661 \$	2 781 \$	2 773 \$

Premier trimestre de 2005 par rapport au premier trimestre de 2004

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 112 millions de dollars ou 4 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement les coûts liés au règlement avec Rabobank constatés au cours de la période précédente. De plus, l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a occasionné une baisse des frais autres que d'intérêt de 60 millions comparativement à l'an dernier. De concert avec la croissance de nos revenus, les frais au titre de la rémunération variable et les coûts liés aux salaires et aux avantages sociaux ont augmenté en raison des ajouts à notre équipe de vente et à notre personnel découlant de l'acquisition d'UnumProvident, par rapport à l'an dernier. Les frais d'occupation, les frais liés au matériel et les honoraires ont augmenté, résultat qui reflète les locaux supplémentaires occupés comparativement à l'an dernier, ainsi que les frais juridiques concernant le litige en cours avec Enron.

Premier trimestre de 2005 par rapport au quatrième trimestre de 2004

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 120 millions de dollars (4 %) par rapport au dernier trimestre. Les frais de communication et les honoraires ont diminué, résultat qui reflète les coûts de certaines campagnes de marketing ainsi que les frais juridiques liés au litige en cours avec Enron constatés au dernier trimestre. Nous avons également commencé à tirer parti des mesures prises dans le cadre du réalignement annoncé à la fin de 2004, qui font l'objet d'une analyse à la rubrique « Charges liées au réalignement de l'entreprise ». Nous avons poursuivi nos mesures visant à rationaliser nos ressources et avons fermé des bureaux excédentaires, ce qui a donné lieu à une baisse des frais liés au matériel et des frais d'occupation. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain s'est traduite par une réduction des frais autres que d'intérêt de 30 millions de dollars comparativement au quatrième trimestre de 2004.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier	31 octobre	31 janvier
	2005	2004	2004
Provision spécifique attribuée	53 \$	122 \$	122 \$
Provision générale attribuée	52	(11)	(130)
Provision générale non attribuée	3	(14)	(20)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	108 \$	97 \$	(28) \$

Premier trimestre de 2005 par rapport au premier trimestre de 2004

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 108 millions de dollars au premier trimestre de 2005, en hausse de 136 millions par rapport à l'an dernier, exercice au cours duquel nous avons procédé à la contrepassation d'une tranche de 150 millions de la provision cumulative générale.

La provision spécifique attribuée pour pertes sur créances s'est établie à 53 millions de dollars ce trimestre, et elle découle des provisions spécifiques attribuées de 105 millions, qui ont été compensées en partie par la dotation d'une tranche de 52 millions des provisions cumulatives spécifiques attribuées à la provision cumulative générale attribuée. Cette dotation tient à l'harmonisation, à l'échelle de l'organisation, du traitement comptable des provisions cumulatives pour pertes sur créances.

Le recul de 69 millions de dollars du total des provisions spécifiques attribuées reflète la dotation d'une tranche de 52 millions aux provisions générales attribuées, ainsi que l'amélioration de nos portefeuilles de

prêts dans le secteur de l'agriculture, de prêts aux PME et de prêts commerciaux.

Premier trimestre de 2005 par rapport au quatrième trimestre de 2004

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 11 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, la contrepassation d'une tranche de 25 millions des provisions cumulatives générales attribuées ayant été effectuée durant de ce trimestre.

Le recul de 69 millions de dollars du total des provisions spécifiques attribuées reflète la dotation d'une tranche de 52 millions aux provisions générales attribuées, ainsi que les améliorations découlant en grande partie de notre portefeuille de prêts aux petites entreprises.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Se reporter à l'analyse concernant le secteur Particuliers et entreprises – Canada.

Charges liées au réalignement de l'entreprise

Nous avons constaté des charges de 2 millions de dollars ce trimestre, comparativement à 192 millions au trimestre précédent.

	Charges liées à l'effectif	Charges liées aux locaux	Autres charges	Total des charges
Solde des charges au 31 octobre 2004	166 \$	13 \$	13 \$	192 \$
Ajustements	2	–	–	2
Paievements en espèces	(13)	(2)	(2)	(17)
Écart de conversion	1	–	–	1
Solde des charges au 31 janvier 2005	156 \$	11 \$	11 \$	178 \$

Au cours du trimestre, nous avons fermé 10 succursales de RBC Mortgage et 11 succursales de RBC Centura Banks. La fermeture des bureaux du siège social de RBC Mortgage situés à Chicago et le regroupement des activités de ce bureau avec celles de notre bureau de Houston devaient avoir lieu ce trimestre; ils seront menés à terme au prochain trimestre. Au 31 janvier 2005, les charges liées au réaligement de l'entreprise payables au cours de périodes futures s'établissaient à 178 millions de

dollars. Le total des charges liées au réaligement de l'entreprise pour chaque secteur est présenté à la note 10 des états financiers intermédiaires. Au 31 janvier 2005, la majorité des charges liées aux locaux concernaient le secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International, et les autres charges étaient présentées dans les Services de soutien généraux. La suppression d'environ 1 660 postes a été annoncée le 31 octobre 2004, et 455 employés avaient été licenciés au 31 janvier 2005.

ADOPTION DE PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

PCGR des États-Unis

Nous n'avons adopté aucune nouvelle principale convention comptable ce trimestre aux fins de la préparation de nos états financiers selon les PCGR des États-Unis.

PCGR du Canada

Nous avons adopté les nouvelles principales conventions comptables suivantes avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2004 aux fins de la préparation de nos états financiers selon les PCGR du Canada :

Entités à détenteurs de droits variables

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 publiée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables* (NOC-15). La NOC-15 fournit des indications sur les principes de consolidation des entités définies comme des entités à détenteurs de droits variables (EDDV), qui sont plus communément appelées des entités ad hoc. Nous avons déterminé que nous devons consolider les EDDV ayant des actifs de 3 582 millions de dollars au 31 janvier 2005 en vertu de la NOC-15. La plupart de ces entités, dont les actifs se chiffrent à 2 542 millions de dollars, étaient déjà consolidées par intégration globale ou proportionnelle avant l'adoption de la NOC-15, et l'adoption de cette note d'orientation n'a donc eu aucune incidence importante. Par ailleurs, nous avons déconsolidé, ce trimestre, une fiducie de capital créée aux fins de l'émission d'un type innovateur de capital de première catégorie de 900 millions de dollars, par suite de l'adoption de la NOC-15. Ces instruments de capital ne sont plus présentés dans notre bilan consolidé; un billet de dépôt de premier rang émis à la fiducie de capital est plutôt inscrit dans le poste Dépôts figurant au bilan, en raison de la déconsolidation. Ces instruments continuent de se qualifier à titre de capital de première catégorie en vertu d'un avis du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) qui permet un tel traitement pour les instruments existants. Dans le cadre de l'adoption de la NOC-15, nous avons également dû déterminer s'il y avait lieu de consolider les programmes de papier commercial adossé à des créances offerts par des fonds multicédants (fonds multicédants) que nous administrons. Comme cela est décrit à la page 69A de notre rapport annuel 2004, nous avons restructuré ces fonds multicédants en 2004 et nous ne sommes donc pas tenus de les consolider en vertu de la NOC-15. Nous avons dû exercer notre jugement pour appliquer la NOC-15 afin de déterminer nos droits

variables et de les comparer à d'autres droits variables détenus par des parties non apparentées, de manière à déterminer si ces droits nous ont amenés à assumer la majorité des pertes résiduelles prévues ou à recevoir la majorité des rendements résiduels prévus de chaque fonds multicédant, de la façon prescrite dans la NOC-15. Nous avons conclu que nos droits variables dans ces fonds multicédants découlent principalement de la prestation de facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels, ainsi que de notre droit aux honoraires résiduels. Nous négocions des dérivés classiques avec les fonds multicédants, aux taux du marché. Nous ne considérons pas ces dérivés comme des droits variables. Au moyen d'analyses qualitatives et quantitatives, nous avons calculé les pertes prévues et les rendements résiduels prévus liés à nos droits variables dans chaque fonds multicédant, ainsi que ceux liés à une partie non apparentée. Nous les avons ensuite comparés et avons déterminé que ces droits ne nous ont pas amenés à assumer la majorité des pertes prévues résiduelles ni à recevoir la majorité des rendements résiduels prévus du fonds multicédant.

Passif et capitaux propres

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les révisions apportées au chapitre 3860 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*, et nous avons procédé au retraitement rétroactif des périodes précédentes. En vertu de la norme révisée, nous devons présenter à titre de passifs certains de nos instruments financiers devant être réglés par un nombre variable de nos actions ordinaires au moment de la conversion par le détenteur. Nous avons donc reclassé à titre de passifs certaines actions privilégiées se chiffrent à 300 millions de dollars au 31 janvier 2005 qui étaient précédemment comprises dans les capitaux propres, ainsi que certains titres de fiducie de capital s'établissant à 1 400 millions de dollars au 31 janvier 2005 qui étaient auparavant compris dans la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales. Les dividendes et les distributions du rendement relatifs à ces instruments qui étaient inscrits à titre de dividendes sur actions privilégiées et de part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales, respectivement, ont été reclassés sous la rubrique Frais d'intérêt figurant dans notre état consolidé des résultats. Ces reclassements n'ont eu aucune incidence sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires ni sur le bénéfice par action. Ces instruments continuent de se qualifier à titre de capital de première catégorie en vertu d'un avis du BSIF qui permet un tel traitement pour les instruments existants.

RÉSULTATS DES SECTEURS D'EXPLOITATION

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2004, nous avons réaligné nos cinq secteurs d'exploitation (RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux) et les avons regroupés sous trois nouveaux secteurs (Particuliers et entreprises – Canada, Particuliers et entreprises – États-Unis et International, et Marchés mondiaux des capitaux). Le secteur Particuliers et entreprises – Canada regroupe les services bancaires ainsi que les services de placements au Canada, de même que les services d'assurances mondiaux. Le secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International comprend les services bancaires et les services de courtage de détail aux États-Unis, les services bancaires dans les Antilles et aux Bahamas, ainsi que les services de gestion privée à l'échelle internationale. Le secteur Marchés mondiaux des capitaux regroupe les services bancaires à la grande entreprise et de banque d'investissement, les services de garde de titres ainsi les services de traitement des opérations. Les services à revenu fixe de RBC Dain Rauscher Corp., qui étaient auparavant compris dans RBC Investissements, font maintenant partie des Marchés mondiaux des capitaux. Toutes les autres activités qui ne sont pas attribuées à ces nouveaux secteurs d'exploitation sont présentées dans notre quatrième secteur, à savoir les Services de soutien généraux. Les ajustements de consolidation sont également présentés dans les Services de soutien généraux. Les

résultats correspondants ont été retraités pour que leur présentation soit conforme à celle des résultats des nouveaux secteurs d'exploitation.

Certaines unités d'exploitation ont changé en raison du réaligement des secteurs et, par conséquent, nous procédons actuellement à un test de dépréciation de notre écart d'acquisition afin de déterminer s'il a subi une perte de valeur en vertu de la nouvelle structure sous laquelle nous présentons nos résultats. Nous n'avons pas encore terminé notre analyse au 31 janvier 2005, mais jusqu'à présent, rien n'indique que l'écart d'acquisition a subi une perte de valeur.

Notre processus d'information de gestion comprend la mesure du rendement de nos secteurs d'exploitation fondée sur notre structure de gestion, et peut ne pas être comparable à des renseignements semblables présentés par d'autres sociétés de services financiers. Les revenus et les charges d'exploitation directement liés à un secteur d'exploitation sont inclus dans les résultats de ce secteur. Nous utilisons un modèle d'information de gestion qui comprend des hypothèses, des estimations et des méthodes aux fins de l'établissement des prix de cession interne des fonds, de l'attribution du capital et des transferts de coûts afin de mesurer les résultats des secteurs d'exploitation. Ces hypothèses et ces méthodes sont régulièrement revues afin d'assurer leur validité. L'établissement des prix de cession interne des fonds et des opérations

entre les secteurs d'exploitation suit généralement les taux du marché. Les coûts et les frais indirects ainsi que le capital sont répartis entre les secteurs d'exploitation selon des méthodes de répartition basées sur le risque. Les méthodes d'attribution du capital, qui sont décrites en détail à la page 58 de notre rapport annuel 2004, nécessitent la formulation d'hypothèses et de jugements, elles sont révisées périodiquement, et elles ont une incidence directe sur d'autres mesures telles que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque des secteurs d'exploitation.

Mesures du rendement

La direction mesure et évalue le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de différentes mesures, y compris le bénéfice net, le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement de la moyenne du capital de risque. Le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour nos secteurs et le rendement de la moyenne du capital de risque sont des mesures non définies par les PCGR. Veuillez vous reporter à l'Annexe A pour un rapprochement du calcul du rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteurs et du rendement de la moyenne du capital de risque consolidé et par secteurs, ainsi que pour des renseignements additionnels sur ces mesures.

La direction utilise le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteurs, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. Nos calculs trimestriels du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont fondés sur un bénéfice net trimestriel annualisé attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires⁽¹⁾ pour la période. Pour chaque secteur, la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués est basée sur le capital de risque attribué et les montants investis dans l'écart d'acquisition et les actifs incorporels. Aux fins de la présentation de l'information sectorielle, les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires non attribués sont présentés dans le secteur Services de soutien généraux. L'attribution du capital de risque est basée sur certains jugements, hypothèses et modèles qui quantifient les risques économiques comme il est décrit à la page 58 de notre rapport annuel 2004.

Au cours du présent trimestre, la direction a commencé à utiliser le rendement du capital de risque tant sur une base consolidée que par secteurs, pour évaluer le rendement du capital investi nécessaire pour soutenir les risques liés aux activités poursuivies. Notre rendement

trimestriel du capital de risque est basé sur le bénéfice net trimestriel annualisé attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par la moyenne du capital de risque attribué (qui exclut l'écart d'acquisition et les actifs incorporels ainsi que les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires non attribués). La mesure du rendement du capital de risque est considérée comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle enlève certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents.

Les PCGR ne prévoient pas de méthode d'attribution des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ou du capital de risque aux secteurs d'exploitation, ni de méthodes de calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ou du rendement du capital de risque par secteurs, et il n'existe pas de méthode généralement reconnue pour le faire. Ces attributions supposent le recours à des hypothèses, des jugements et des méthodes qui sont régulièrement examinés et révisés par la direction. Des modifications de ces hypothèses, jugements et méthodes peuvent avoir une incidence importante sur le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque par secteurs que nous présentons. D'autres sociétés qui présentent des renseignements sur les mesures d'attribution et de rendement connexes semblables peuvent utiliser des hypothèses, jugements et méthodes qui diffèrent. Par conséquent, cette information ainsi que d'autres mesures non définies par les PCGR que nous présentons peuvent ne pas être comparables à celles présentées par d'autres sociétés.

Modifications de méthodologie

Ce trimestre, nous avons perfectionné nos hypothèses, nos jugements et nos méthodes d'attribution du capital concernant le risque opérationnel ainsi que l'écart d'acquisition et les actifs incorporels. Nous avons également perfectionné certaines méthodes d'attribution des coûts afin qu'elles reflètent davantage les coûts liés à l'exercice des activités de chacun de nos secteurs d'exploitation. Ces modifications s'appliquent rétroactivement jusqu'au premier trimestre de 2003.

- (1) Aux fins d'attribution interne et d'évaluation, le total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués est réputé par la direction être composé des montants nécessaires pour soutenir les risques inhérents aux activités (capital de risque) et des montants liés aux investissements historiques (écart d'acquisition et actifs incorporels). Le total du capital de risque, de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels est habituellement désigné sous le terme « capital attribué » ou « capital économique ». Aux fins de la présentation de l'information sectorielle, l'écart entre le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués est classé comme étant non attribué et présenté dans le secteur Services de soutien généraux.

PARTICULIERS ET ENTREPRISES – CANADA

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
Revenu net d'intérêt	1 286 \$	1 243 \$	1 209 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 505	1 455	1 320
Total des revenus	2 791 \$	2 698 \$	2 529 \$
Frais autres que d'intérêt	1 368	1 448	1 310
Dotation à la provision pour pertes sur créances	103	114	47
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices	348	423	338
Charges liées au réaligement de l'entreprise	–	63	–
Bénéfice net avant impôts	972	650	834
Bénéfice net	658 \$	452 \$	578 \$
Principaux ratios			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	44,3 %	29,5 %	40,5 %
Rendement du capital de risque (2)	47,3 %	31,5 %	44,2 %
Marge nette d'intérêt	3,15 %	3,11 %	3,24 %
Principales données figurant au bilan (soldes moyens)			
Total de l'actif	162 000 \$	159 000 \$	148 300 \$
Prêts aux particuliers garantis	84 200	82 300	76 300
Prêts aux particuliers non garantis	30 500	29 900	28 000
Prêts aux entreprises	32 000	31 400	30 300
Dépôts	139 700	136 400	131 500
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	5 850	6 200	5 650
Moyenne du capital de risque (2)	5 500	5 700	5 200
Revenus			
Services aux particuliers	2 172 \$	2 051 \$	1 914 \$
Services aux entreprises	619	647	615

(1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires constituent des mesures financières non définies par les PCGR. Se reporter à la rubrique « Mesures du rendement » pour une analyse plus détaillée, et à l'Annexe A pour un rapprochement.

(2) Le capital de risque et le rendement de la moyenne du capital de risque constituent des mesures financières non définies par les PCGR. Se reporter à la rubrique « Mesures du rendement » pour une analyse plus détaillée, et à l'Annexe A pour un rapprochement.

Les résultats de la période considérée ont bénéficié de l'accroissement élevé des volumes ainsi que de l'expérience favorable en matière de pertes, particulièrement en ce qui concerne nos produits de prêts, de dépôts et d'assurance invalidité. Les faibles taux d'intérêt, les niveaux d'emploi élevés, les valeurs à la hausse des propriétés ainsi que la confiance accrue des consommateurs envers les marchés des placements continuent d'avoir une incidence favorable sur la croissance des volumes et sur l'expérience stable en matière de pertes sur créances liées aux portefeuilles de prêts. Les marges sont demeurées stables pendant le trimestre, malgré les faibles taux d'intérêt et les pressions concurrentielles au Canada.

Premier trimestre de 2005 par rapport au premier trimestre de 2004

Le bénéfice net a progressé de 80 millions de dollars ou 14 % en raison de la forte croissance des revenus (10 %), des mesures de compression des coûts ayant donné lieu à une hausse de 4 % des frais autres que d'intérêt, ainsi que de l'expérience favorable en matière de pertes liées aux produits d'assurance et de crédit découlant de la croissance des activités. Les facteurs dont il est fait mention ci-dessus ont largement neutralisé la contrepassation, à la période précédente, d'une tranche de 76 millions de dollars (49 millions après impôts) de la provision cumulative générale. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 44,3 % ce trimestre, et le rendement du capital de risque, à 47,3 %, résultats qui sont tous les deux en hausse par rapport à l'an dernier en raison surtout de la forte croissance des revenus.

Le revenu net d'intérêt s'est accru de 77 millions de dollars en raison de la forte croissance de 9 % du volume des activités de prêts et de dépôts des particuliers et des entreprises.

L'augmentation des revenus autres que d'intérêt (185 millions de dollars) est principalement attribuable à la croissance des gammes de produits d'assurance (qui englobent désormais UnumProvident) ainsi qu'aux ventes élevées et à l'appréciation du capital des fonds communs de placement, qui ont occasionné la hausse des commissions de gestion de placements. Les revenus tirés des opérations de change au détail et des cartes de crédit ont eux aussi augmenté par rapport à l'an dernier et contribué à la hausse des revenus autres que d'intérêt. Les commissions de courtage sont demeurées dans l'ensemble inchangées en raison de l'incidence de la baisse des volumes de négociation, laquelle a été neutralisée par les services tarifés et par la croissance des biens administrés.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 58 millions de dollars, en raison principalement de l'accroissement des charges liées à l'effectif et aux locaux, le nombre d'employés des succursales et des équipes de vente ayant augmenté par rapport à l'an dernier. Nous avons également engagé des frais de marketing et de publicité plus élevés pour soutenir la croissance de nos activités.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 103 millions de dollars au premier trimestre de 2005, en hausse de 56 millions comparativement à l'an dernier, période au cours de laquelle nous avons effectué la contrepassation d'une tranche de 76 millions de la provision cumulative générale. La baisse des provisions spécifiques liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises reflétait principalement la qualité soutenue du crédit, une réduction de 33 % des prêts à intérêts non comptabilisés ayant été constatée par rapport à la période précédente. L'augmentation des provisions spécifiques au titre des prêts aux particuliers s'est avérée inférieure à l'accroissement du portefeuille de prêts aux particuliers.

Les frais liés aux activités d'assurance ont augmenté de 10 millions de dollars par rapport à l'an dernier. L'augmentation nette découle de l'accroissement des volumes d'activités liées à l'assurance invalidité (en raison principalement de l'acquisition d'UnumProvident), contrebalancé en partie par la diminution des indemnités liées aux titulaires de polices, l'expérience améliorée en matière de sinistres liés aux produits d'assurance invalidité collective ayant donné lieu à une réévaluation favorable des réserves au titre de l'assurance invalidité au cours du trimestre.

Premier trimestre de 2005 par rapport au quatrième trimestre de 2004

Le bénéfice net a augmenté de 206 millions de dollars (46 %), résultat qui reflète la hausse de 93 millions (3 %) du total des revenus et la baisse des frais autres que d'intérêt et des frais liés aux activités d'assurance (total de 155 millions). Par ailleurs, les charges de 63 millions de dollars liées au réaligement de l'entreprise et la réduction de valeur de 26 millions de notre participation dans AOL Canada (une réduction de valeur analogue a été inscrite dans les résultats des Services de soutien généraux) constatées au trimestre précédent ne se sont pas répétées ce trimestre.

Le revenu net d'intérêt a progressé de 3 %, résultat qui s'aligne sur les écarts stables et sur la croissance du volume des prêts et dépôts des particuliers et des entreprises. Les commissions de courtage se sont considérablement améliorées en raison des nouvelles émissions effectuées au cours du trimestre et des augmentations saisonnières des volumes de négociation attribuables au début de la saison des REER. Les revenus tirés des fonds communs de placement ont pour leur part augmenté de 4 % en raison de l'accroissement des ventes.

Les frais liés aux activités d'assurance ont reculé de 75 millions de dollars au cours de la période considérée, en raison principalement de l'amélioration de l'expérience en matière de sinistres liés aux produits d'assurance invalidité collective, qui a donné lieu à une réévaluation favorable des réserves au titre de l'assurance invalidité ce trimestre.

PCGR du Canada

Le bénéfice net s'est chiffré à 603 millions de dollars, en hausse de 34 % par rapport au trimestre précédent. La différence entre les résultats présentés selon les PCGR des deux pays découle du traitement comptable des activités d'assurance. Le bénéfice net selon les PCGR du Canada pour le premier trimestre de 2005 est de 55 millions de dollars moins élevé que celui présenté selon les PCGR des États-Unis. Cet écart tient principalement à l'augmentation des obligations liées aux indemnités d'assurance et à la charge analogue imputée aux résultats en raison des modifications des hypothèses actuarielles effectuées en vertu des PCGR du Canada, mais non selon les PCGR des États-Unis. Conformément aux PCGR du Canada, les hypothèses actuarielles sont révisées périodiquement et modifiées lorsque cela s'avère nécessaire. Ce trimestre, des modifications ont été apportées aux hypothèses concernant le maintien des faibles taux d'intérêt et le traitement fiscal de certains actifs investis. L'augmentation des obligations liées aux indemnités d'assurance n'a, dans l'ensemble, eu aucune incidence sur les résultats présentés selon les PCGR des États-Unis, car la plupart des hypothèses actuarielles en vertu de ces PCGR qui portent sur des produits traditionnels ou à long terme ne font pas l'objet de modifications une fois qu'elles ont été initialement formulées. Se reporter à la note 11 des états financiers intermédiaires dressés selon les PCGR du Canada, ainsi qu'à la note 26 à la page 111A de notre rapport annuel 2004 pour plus de précisions.

PARTICULIERS ET ENTREPRISES – ÉTATS-UNIS ET INTERNATIONAL

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
Revenu net d'intérêt	277 \$	275 \$	266 \$
Revenus autres que d'intérêt	479	416	475
Total des revenus	756 \$	691 \$	741 \$
Frais autres que d'intérêt	600	656	634
Dotation à la provision pour pertes sur créances	14	19	19
Charges liées au réaligement de l'entreprise	–	38	–
Perte de valeur de l'écart d'acquisition	–	130	–
Bénéfice net avant impôts	142	(153)	88
Bénéfice net	100 \$	(137)\$	64 \$
Principaux ratios			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	7,3 %	(9,6)%	4,0 %
Rendement du capital de risque (2)	20,0 %	(27,7)%	11,1 %
Marge nette d'intérêt	2,71 %	2,66 %	2,54 %
Principales données figurant au bilan (soldes moyens)			
Total de l'actif	40 500 \$	41 200 \$	41 700 \$
Prêts aux particuliers garantis	10 600	10 600	8 700
Prêts aux entreprises	11 100	11 200	11 400
Dépôts	32 100	31 800	32 000
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	5 200	5 700	5 850
Capital de risque (2)	1 900	2 000	2 150
Revenus			
Gestion de patrimoine	419 \$	411 \$	424 \$
Services bancaires	337	280	317
Incidence de la conversion en dollars canadiens d'opérations libellées en dollars américains			
	T1 2005 par rapport au		
	T4 2004	T1 2004	
Total des revenus	(30)\$	(52)\$	
Revenus tirés des services bancaires	(13)	(23)	
Revenus tirés de la gestion de patrimoine	(17)	(29)	
Frais autres que d'intérêt	23	40	
Bénéfice net	(5)\$	(8)\$	
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	0,827	0,792	0,765
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,806	0,821	0,755

- (1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires constituent des mesures financières non définies par les PCGR. Se reporter à la rubrique « Mesures du rendement » pour une analyse plus détaillée et à l'Annexe A pour un rapprochement.
- (2) La moyenne du capital de risque et le rendement de la moyenne du capital de risque constituent des mesures financières non définies par les PCGR. Se reporter à la rubrique « Mesures du rendement » pour une analyse plus détaillée et à l'Annexe A pour un rapprochement.

La forte demande de prêts à la consommation aux États-Unis et les faibles taux d'intérêt, quoique à la hausse, ont contribué à la croissance du volume des prêts aux particuliers et aux entreprises ainsi qu'à l'amélioration des marges des services bancaires.

Premier trimestre de 2005 par rapport au premier trimestre de 2004

Le bénéfice net a augmenté de 36 millions de dollars ou 56 %, en raison principalement de l'accroissement des revenus et du rendement amélioré de nos activités bancaires. Ce résultat comprend un gain de 35 millions de dollars (21 millions après impôts) tiré de la vente de notre portefeuille d'acquisition de comptes de commerçants l'an dernier. Outre la forte croissance des revenus, les charges ont reculé au cours du trimestre, par suite de nos mesures de contrôle des coûts et de la qualité soutenue du crédit. Cela a donné lieu à un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 7,3 % et à un rendement du capital de risque de 20,0 %.

Les revenus tirés des *services bancaires* ont progressé de 6 % par rapport à l'an dernier (15 % en dollars américains), en raison surtout de l'amélioration des prix liés aux activités de montage de prêts hypothécaires, de la croissance des volumes et de l'accroissement des écarts liés aux prêts, ainsi que de l'incidence du gain constaté à la période précédente dont il est fait mention précédemment. Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 8 % (aucun changement en dollars américains) par rapport à l'an dernier. Les mesures générales de gestion des coûts se sont traduites par une baisse des frais liés aux salaires et des frais d'occupation découlant de la fermeture de succursales de RBC Mortgage. La qualité du crédit demeure élevée, et la provision cumulative pour pertes sur prêts a diminué de 23 % (17 % en dollars américains) en raison de la conjoncture favorable et de l'accroissement des niveaux de prêts garantis.

Les revenus tirés de la *gestion de patrimoine* ont diminué de 1 % (augmentation de 7 % en dollars américains, en raison de l'amélioration des commissions de gestion de placements et des frais bancaires liés à nos services de courtage et de gestion privée, ainsi que de l'amélioration des marges liées à nos services de gestion privée). Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 4 % (augmentation de 4 % en dollars américains, résultat qui tient en grande partie à la hausse des frais au titre de la rémunération variable).

Premier trimestre de 2005 par rapport au quatrième trimestre de 2004

Le bénéfice net a augmenté de 237 millions de dollars, en raison principalement des charges pour perte de valeur de l'écart d'acquisition de 130 millions et des charges liées au réaligement de l'entreprise de 38 millions (25 millions après impôts) constatées au dernier trimestre. Bien que tous les secteurs aient contribué à cette augmentation, celle-ci est en grande partie attribuable au meilleur rendement de nos activités bancaires. Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 56 millions de dollars ou 9 % ce trimestre, résultat qui tient au fait que nos mesures de compression des coûts ont commencé à porter leurs fruits.

Les revenus tirés des *services bancaires* ont progressé de 21 % (27 % en dollars américains) en raison de l'amélioration des prix des produits hypothécaires, de la hausse des soldes de prêts et de l'amélioration des marges. La baisse des coûts liés à l'effectif et des frais d'occupation dont il est fait mention précédemment s'est traduite par une réduction des frais autres que d'intérêt de 14 % par rapport au trimestre précédent (9 % en dollars américains). La dotation à la provision pour pertes sur créances a elle aussi diminué.

En ce qui concerne la *gestion de patrimoine*, les revenus tirés des services transactionnels et les commissions de gestion de placements ont augmenté en raison du raffermissement des marchés boursiers et généré une croissance des revenus de 2 % (6 % en dollars américains). Les charges ont reculé de 4 % (aucun changement en dollars américains).

Services bancaires aux États-Unis

Le bénéfice net s'est établi à 29 millions de dollars, en hausse de 27 millions comparativement à l'an dernier, résultat qui tient à la forte croissance des revenus et à la mise en œuvre de mesures de compression des coûts, comme cela est mentionné précédemment. Le bénéfice net a progressé de 209 millions de dollars comparativement au trimestre précédent, résultat qui est attribuable à la constatation, au trimestre précédent, de charges pour perte de valeur de l'écart d'acquisition de 130 millions, ainsi qu'à la forte croissance des revenus enregistrée ce trimestre en raison des facteurs dont il est fait mention ci-dessus.

MARCHÉS MONDIAUX DES CAPITAUX

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
Revenu net d'intérêt	209 \$	262 \$	206 \$
Revenus autres que d'intérêt	843	688	768
Total des revenus	1 052 \$	950 \$	974 \$
Frais autres que d'intérêt	700	670	827
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(2)	(28)	(84)
Charges liées au réalignement de l'entreprise	–	27	–
Bénéfice net avant impôts	354	281	231
Bénéfice net	253 \$	201 \$	192 \$
Principaux ratios			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	22,4 %	17,9 %	17,5 %
Rendement du capital de risque (2)	30,9 %	24,3 %	23,7 %
Principales données tirées du bilan (soldes moyens)			
Total de l'actif	244 700 \$	239 000 \$	228 400 \$
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	4 450	4 300	4 350
Capital de risque (2)	3 200	3 250	3 200
Revenus			
Marchés mondiaux	616 \$	545 \$	558 \$
Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers	250	225	236
Autres	186	180	179

(1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires constituent des mesures financières non définies par les PCGR. Se reporter à la rubrique « Mesures du rendement » pour une analyse plus détaillée et à l'Annexe A pour un rapprochement.

(2) La moyenne du capital de risque et le rendement de la moyenne du capital de risque constituent des mesures financières non définies par les PCGR. Se reporter à la rubrique « Mesures du rendement » pour une analyse plus détaillée et à l'Annexe A pour un rapprochement.

Le bénéfice net a progressé de 32 % par rapport à l'an dernier et de 26 % comparativement au dernier trimestre. Cette amélioration découle en grande partie de l'augmentation des activités de prise ferme de titres de participation, des opérations de change et des activités de négociation de titres de participation, laquelle est attribuable aux activités accrues de financement par actions et aux marchés soutenus.

Premier trimestre de 2005 par rapport au premier trimestre de 2004

La hausse de 61 millions de dollars du bénéfice net reflète la croissance (8 %) des revenus comparativement à la période précédente, ainsi que l'incidence nette des coûts liés au règlement avec Rabobank (74 millions, déduction faite d'une réduction connexe des charges liées à la rémunération et aux impôts) et de la contrepassation d'une tranche de 60 millions (39 millions après impôts) de la provision cumulative générale à la période précédente.

Les revenus des *Marchés mondiaux* ont progressé de 58 millions de dollars ou 10 % en raison de l'amélioration des résultats liés aux opérations de change et à la négociation de titres de participation, des rendements supérieurs tirés des opérations structurées et des placements privés de titres de créance et de participation, ainsi que de l'accroissement des volumes de montage de prêts. Les revenus tirés des activités de négociation en devises ont augmenté en raison de l'accroissement des activités de négociation pour compte propre et des volumes de clients découlant de la volatilité du dollar américain ce trimestre. Les activités de marketing fructueuses en Asie ont également généré de nouveaux revenus par rapport à la période précédente. Les revenus tirés des activités de négociation de titres de participation ont augmenté malgré la constatation, il y a un an, d'un gain cumulatif de 30 millions de dollars lié aux obligations au titre d'un billet indexé sur actions. Ce résultat reflète la croissance continue des biens sous gestion du groupe Actifs diversifiés, ainsi que le solide rendement des activités de négociation pour compte

propre. Les résultats liés à ces activités de négociation ont été neutralisés en grande partie par les rendements moindres des services de négociation de titres à revenu fixe, comparativement au rendement élevé enregistré il y a un an.

Les revenus des *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers* se sont accrus de 14 millions de dollars ou 6 % en raison de l'accroissement des activités de prise ferme de titres de participation. L'augmentation, dans l'industrie et plus particulièrement au Canada, du nombre d'appels publics à l'épargne visant des actions ordinaires, ainsi que les opérations concernant des clients donnés, y compris celle liée à TELUS Corporation (d'un montant de 2,2 milliards de dollars) constituent les principales opérations ayant contribué à l'augmentation des activités de prise ferme de titres de participation au cours de la période.

Les *autres revenus* ont progressé de 7 millions de dollars ou 4 %, résultat qui reflète principalement la hausse des revenus tirés des services de garde et d'administration ainsi que des services bancaires aux entreprises, contrebalancée en partie par la baisse des revenus liés aux prêts non stratégiques, laquelle reflète nos efforts fructueux visant à réduire le portefeuille de prêts non stratégiques.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 127 millions de dollars, résultat qui reflète principalement les coûts engagés l'an dernier relativement au règlement du litige avec Rabobank. Ce recul a été neutralisé en partie par la hausse de la rémunération axée sur les revenus, par les frais juridiques liés au litige en cours avec Enron, ainsi que par l'augmentation des dépenses à l'appui de l'élaboration de produits et de l'expansion stratégique de certaines activités au cours de la période considérée.

La hausse de 82 millions de dollars de la dotation à la provision pour pertes sur créances tient en grande partie à la contrepassation d'une tranche de 74 millions de la provision cumulative générale ainsi qu'aux montants accrus de recouvrement et de contrepassation au titre des provisions cumulatives spécifiques découlant du règlement favorable

d'un certain nombre de prêts à intérêts non comptabilisés par rapport à l'an dernier. Le recouvrement de 2 millions de dollars constaté ce trimestre reflète le maintien de conditions favorables dans le cycle de crédit ainsi que le faible niveau de prêts à intérêts non comptabilisés.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 22,4 % et le rendement du capital de risque s'est chiffré à 30,9 %, soit des résultats à la hausse qui traduisent l'augmentation du bénéfice net dont il est fait mention ci-dessus ainsi que la hausse relativement faible du capital, qui est attribuable à l'amélioration de la qualité de nos portefeuilles de crédit.

Premier trimestre de 2005 par rapport au quatrième trimestre de 2004

Le bénéfice net a progressé de 52 millions de dollars ou 26 %, résultat qui reflète les rendements supérieurs obtenus, particulièrement en ce qui concerne les activités des Marchés mondiaux et des Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers, qui ont été contrebalancés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable, ainsi que par la contrepassation au titre de la provision cumulative générale et les charges liées au réaligement de l'entreprise constatées au dernier trimestre.

Les revenus ont augmenté de 102 millions de dollars ou 11 %. La hausse des revenus des Marchés mondiaux est attribuable aux rendements supérieurs des opérations de change découlant des raisons dont il est fait mention précédemment, ainsi que des rendements supérieurs des activités de négociation de titres à revenu fixe par rapport aux

résultats moindres enregistrés au dernier trimestre. Ces résultats ont été compensés en partie par la baisse des résultats liés aux placements privés de titres de créance et de participation découlant des gains nets de 36 millions de dollars réalisés au dernier trimestre. Les revenus des Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers se sont accrues pour les raisons dont il est fait mention ci-dessus.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 30 millions de dollars, en raison principalement de la hausse des frais au titre de la rémunération variable.

L'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances reflète principalement la contrepassation d'une tranche de 25 millions de dollars de la provision cumulative générale au dernier trimestre, mais non ce trimestre.

PCGR du Canada

Le bénéfice net s'est établi à 257 millions de dollars, en hausse de 80 millions par rapport à l'an dernier, pour les raisons dont il est fait mention précédemment. Les différences entre les résultats présentés selon les PCGR des deux pays découlent principalement de l'incidence de la NOC-13, intitulé *Relations de couverture*, qui ne permet pas la constatation séparée de certains dérivés intégrés à la juste valeur jusqu'à leur réalisation. Se reporter à la note 11 des états financiers intermédiaires dressés selon les PCGR du Canada, ainsi qu'à la note 26 à la page 111A de notre rapport annuel 2004 pour plus de précisions.

SERVICES DE SOUTIEN GÉNÉRAUX

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
(en millions de dollars canadiens)			
Revenu net d'intérêt	(1)\$	(31)\$	(28)\$
Revenus autres que d'intérêt	61	90	(28)
Total des revenus	60	59	(56)
Frais autres que d'intérêt	(7)	7	2
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(7)	(8)	(10)
Charges liées au réaligement de l'entreprise	2	64	–
Bénéfice net avant impôts	72	(4)	(48)
Bénéfice net	30 \$	(12)\$	(41)\$
Ratio principal			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	4,9 %	(4,0)%	(13,3)%
Total de la moyenne de l'actif	12 000 \$	15 100 \$	13 600 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	2 350 \$	1 650 \$	1 300 \$

(1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires constituent des mesures financières non définies par les PCGR. Se reporter à la rubrique « Mesures du rendement » pour une analyse plus détaillée, et à l'Annexe A pour un rapprochement.

Le bénéfice net du trimestre courant avant impôts, qui se chiffre à 72 millions de dollars, se compose principalement d'un gain net de 48 millions à la vente de titres adossés à des créances hypothécaires de 1,3 milliard (qui découlent de la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement) et d'un gain de 13 millions à l'aliénation de certains placements en actions.

Premier trimestre de 2005 par rapport au premier trimestre de 2004

Le bénéfice net avant impôts s'est accru de 120 millions de dollars par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète les gains nets dont il est fait mention ci-dessus ainsi que les pertes constatées à la période précédente, qui se composent principalement de pertes de 26 millions au titre de placements dans des sociétés en commandite et d'une charge de 25 millions constatée pour éliminer les commissions de prise ferme intersociétés cumulatives. Par ailleurs, une charge au titre de la consolidation de 18 millions de dollars constatée à la période précédente a neutralisé en partie le gain de 35 millions comptabilisé par RBC Centura à la vente de son portefeuille d'acquisition de comptes de commerçants à Solutions Moneris Inc., car nous détenons une participation de 50 % dans la coentreprise Moneris.

Premier trimestre de 2005 par rapport au quatrième trimestre de 2004

Le bénéfice net avant impôts a progressé de 76 millions de dollars ce trimestre, en raison principalement des gains nets dont il est fait mention ci-dessus. La perte de 4 millions de dollars constatée à la période précédente se compose de charges liées au réaligement de l'entreprise de 64 millions et de la réduction de valeur de 26 millions de notre participation dans AOL Canada (une réduction de valeur analogue a été inscrite dans les résultats du secteur Particuliers et entreprises – Canada), qui ont été compensées en grande partie par les plus-values de certaines positions sur dérivés.

PCGR du Canada

Le bénéfice net avant impôts s'est établi à 34 millions de dollars, en baisse de 38 millions par rapport aux résultats présentés selon les PCGR des États-Unis, en raison surtout des différences dans le traitement comptable des dérivés et des activités de couverture, ainsi que du classement dans les passifs de certains titres de fiducie en vertu des PCGR du Canada, ces titres étant classés dans la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales selon les PCGR des États-Unis. Se reporter à la note 11 des états financiers intermédiaires dressés selon les PCGR du Canada, ainsi qu'à la note 26 à la page 111A de notre rapport annuel 2004 pour plus de précisions.

FAITS SAILLANTS DU BILAN

Principales données figurant au bilan (à la fin du trimestre) (en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
Total de l'actif	452 318 \$	447 682 \$	442 444 \$
Titres du compte de négociation	98 627	87 635	94 092
Titres susceptibles de vente	37 921	39 861	43 771
Valeurs mobilières	136 548	127 496	137 863
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	39 260	48 317	41 817
Prêts hypothécaires résidentiels	84 203	84 172	78 577
Prêts aux particuliers	37 753	36 848	36 057
Cartes de crédit	6 817	6 456	6 225
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	50 740	48 223	55 142
Prêts	179 513	175 699	176 001
Autres actifs	87 546	87 820	79 585
Productifs d'intérêts – Au Canada	143 788	141 177	131 580
Productifs d'intérêts – Aux États-Unis et à l'étranger	104 423	98 956	105 208
Non productifs d'intérêts	32 140	31 442	29 086
Dépôts	280 351 \$	271 575 \$	265 874 \$
Principaux éléments ayant une incidence sur le bilan			
Incidence de certains fonds multicédants (1) sur les prêts en vertu du FIN 46R	–	–	8 642 \$
Prêts aux particuliers	–	–	3 205
Cartes de crédit	–	–	822
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	–	–	4 615

(1) Les programmes de papier commercial adossé à des créances offerts par des fonds multicédants (fonds multicédants) que nous administrons ont été consolidés au premier trimestre de 2004. Ils ont été restructurés au quatrième trimestre de 2004, et nous ne sommes plus tenus de les consolider en vertu de la Financial Accounting Standards Board Interpretation 46R.

Le total de l'actif a augmenté de 9,9 milliards de dollars par rapport à l'an dernier (18,5 milliards, déduction faite des fonds multicédants de 8,6 milliards par rapport à l'an dernier). Cette augmentation est en grande partie attribuable à la hausse enregistrée au chapitre des prêts et des autres actifs, qui a été contrebalancée en partie par la baisse au chapitre des valeurs mobilières et des biens acquis en vertu de conventions de revente et emprunts de titres.

Les *valeurs mobilières* ont reculé de 1,3 milliard de dollars par rapport à l'an dernier, car la hausse de 4,5 milliards du solde des titres du compte de négociation découlant de la croissance de plusieurs activités de négociation attribuable aux conditions du marché favorables a été largement neutralisée par la réduction de nos portefeuilles de financement et de liquidités.

Les *prêts* ont augmenté de 3,5 milliards de dollars comparativement à la période correspondante de l'an dernier (12,1 milliards ou 7 % en excluant l'incidence des fonds multicédants de 8,6 milliards par rapport à l'an dernier). Des augmentations ont été enregistrées au chapitre de tous les types de prêts, mais plus particulièrement en ce qui concerne les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux particuliers, résultats qui reflètent la demande continue visant les prêts au détail attribuable aux faibles taux d'intérêt.

Les *prêts hypothécaires résidentiels* ont progressé de 5,6 milliards de dollars ou 7 % (déduction faite de la titrisation de 5,7 milliards de dollars de prêts au cours de la période) par rapport à l'an dernier. Cette augmentation reflète principalement la forte demande de maisons de la part des consommateurs.

Les *prêts aux particuliers* se sont accrus de 1,7 milliard de dollars comparativement au 31 janvier 2004. En excluant l'incidence de la consolidation de fonds multicédants de 3,2 milliards de dollars par rapport à l'an dernier, les prêts aux particuliers ont augmenté de 4,9 milliards ou 15 %. La hausse reflète la croissance continue des marges de crédit Royale garanties et non garanties, laquelle est attribuable aux faibles taux d'intérêt, à la forte demande de la part des consommateurs, ainsi qu'au nombre accru de rénovations résidentielles.

Les soldes de *cartes de crédit* ont augmenté de 0,6 milliard de dollars ou 10 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier, en raison de l'utilisation élevée de cartes de crédit et de l'augmentation de la moyenne des soldes de cartes de crédit. Les soldes de cartes de crédit ont progressé de 1,4 milliard de dollars ou 26 % en excluant l'incidence des fonds multicédants l'an dernier.

Les *prêts aux entreprises et aux gouvernements* ont reculé de 4,4 milliards de dollars comparativement à l'an dernier, résultat qui reflète principalement la déconsolidation de 4,6 milliards de dollars de fonds multicédants. Comparativement au 31 octobre 2004, les soldes ont progressé de 2,5 milliards de dollars, en raison surtout de nouveaux prêts.

Les *biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés* ont diminué de 2,6 milliards de dollars par rapport à l'an dernier, en raison des efforts concertés visant à gérer plus efficacement les besoins de financement de nos clients et les besoins de financement avec garantie.

Les *autres actifs* se sont accrus de 8 milliards de dollars comparativement à l'an dernier, résultat qui découle en grande partie de la hausse des montants à recevoir des courtiers en valeurs mobilières en raison des améliorations que nous avons apportées au processus d'établissement des renseignements relatifs à la comptabilisation des valeurs mobilières à la date de transaction.

Les *dépôts* ont augmenté de 14,5 milliards de dollars par rapport à la période correspondante de l'an dernier, en raison de la croissance du volume des dépôts des particuliers, des entreprises et des gouvernements.

PCGR du Canada

Le total de l'actif est 24 milliards de dollars moins élevé selon les PCGR du Canada. La différence tient principalement à l'utilisation de la comptabilisation des valeurs mobilières à la date de transaction pour constater les opérations sur titres selon les PCGR du Canada, ainsi qu'à la constatation des garanties autres qu'en espèces reçues eu égard aux activités de prêts de titres, qui n'est pas permise en vertu des PCGR du Canada. Se reporter à la note 11 des états financiers intermédiaires dressés selon les PCGR du Canada, ainsi qu'à la note 26 à la page 111A de notre rapport annuel 2004 pour plus de précisions.

GESTION DU CAPITAL

Comme il est expliqué en détail à la page 63 de notre rapport annuel 2004, nous gérons activement notre capital afin d'équilibrer la volonté de maintenir de solides ratios de capital et le désir de conserver des cotes de crédit élevées ainsi que la ferme détermination de fournir des rendements élevés à nos actionnaires. Nous sommes résolus à maintenir un capital suffisant pour assumer toute perte et pour bénéficier de la souplesse requise pour élargir nos activités lorsque des occasions se présentent. Nous maintenons d'excellents ratios de capital en continuant de générer des capitaux à l'interne, en émettant des instruments de capital lorsque cela est approprié, et en assurant une croissance contrôlée de l'actif.

Capital réglementaire

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2005	31 octobre 2004
Capital de première catégorie	17 264 \$	16 272 \$
Capital total	23 794	22 733
Actif ajusté en fonction des risques et instruments financiers hors bilan	187 330	183 409
Ratios de capital		
Ratio du capital de première catégorie	9,2 %	8,9 %
Ratio du capital total	12,7 %	12,4 %

Comme c'est le cas pour toutes les banques canadiennes, notre situation du capital et nos ratios de capital sont calculés selon l'information financière établie conformément aux PCGR du Canada et en vertu des lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

Les ratios de première catégorie et de capital total se sont améliorés au cours du trimestre, en raison de l'émission de 300 millions de dollars d'actions privilégiées et de la hausse des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires découlant principalement du bénéfice élevé enregistré. Ces incidences positives sur les ratios de capital ont été quelque peu neutralisées par la croissance de 3,9 milliards de dollars de l'actif ajusté en fonction des risques.

Principales activités de gestion du capital

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le	
	31 janvier 2005	31 octobre 2004
Dividendes sur actions ordinaires et actions privilégiées	(363)\$	(344)\$
Émission d'actions privilégiées (1)	297	–
Ventes nettes (achats nets) d'actions de trésorerie	36	(10)
Rachat d'actions ordinaires – offre publique de rachat dans le cours normal des activités (du 24 juin 2004 au 23 juin 2005)	(64)	(289)

(1) 300 millions de dollars, déduction faite des frais d'émission de 3 millions.

Le 31 janvier 2005, nous avons émis 300 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, série W, au prix de 25 \$ l'action.

En vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui a commencé le 24 juin 2004, nous pouvons racheter un nombre maximal de 25 millions d'actions ordinaires. Au cours du trimestre, nous avons racheté un million d'actions ordinaires à un prix moyen de 63,24 \$ incluant les commissions. Depuis le début de cette offre, nous avons racheté 7,4 millions d'actions ordinaires pour un prix moyen de 60,92 \$ incluant les commissions, ce qui signifie que 17,6 millions d'actions peuvent encore être rachetées en vertu de cette offre.

Capital économique

(soldes moyens en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2005	31 octobre 2004
Risque de crédit	4 975 \$	5 295 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	2 025	2 161
Risque opérationnel	2 376	2 189
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	1 592	1 653
Risque d'assurance	175	173
Capital de risque	11 143	11 471
Écart d'acquisition et actifs incorporels	4 905	5 306
Capital attribué (capital économique)	16 048	16 777
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires non attribués (1)	1 802	1 073
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17 850 \$	17 850 \$

(1) Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires en sus du capital économique sont reportés dans les Services de soutien généraux.

Le capital économique représente une estimation par la direction des capitaux propres requis pour soutenir les risques inhérents à nos activités et les montants liés aux investissements historiques. Pour le calculer, on estime le niveau de capitaux requis pour couvrir les risques, en fonction des normes de solvabilité et cotes de crédit désirées (AA) et de nos investissements nets dans l'écart d'acquisition et les actifs incorporels. Le capital économique constitue une mesure non définie par les PCGR et il est calculé au moyen de modèles internes et d'hypothèses eu égard au risque de crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque d'assurance, au risque opérationnel, au risque commercial, au risque lié aux immobilisations corporelles ainsi qu'au risque lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels. Le risque d'illiquidité n'est pas calculé séparément; il est intégré dans les autres types de risque. Se reporter à la page 58 de notre rapport annuel 2004 pour une description complète de ces risques et de la méthode d'attribution du capital économique aux secteurs d'exploitation.

Dans l'ensemble, le capital économique attribué a diminué de 729 millions de dollars, en raison de la réduction du risque de crédit, du risque de marché et du risque lié à l'écart d'acquisition, contrebalancée en partie par une augmentation du capital lié au risque opérationnel. Les réductions découlent principalement des taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain, ainsi que du profil de risque amélioré de certains secteurs. Dans le cadre de nos mesures permanentes visant à améliorer l'attribution du capital en fonction des risques propres à nos activités, nous avons modifié nos méthodes d'attribution du capital relatif au risque opérationnel ainsi qu'à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels ce trimestre, et nous avons appliqué ces méthodes modifiées rétroactivement jusqu'au premier trimestre de 2003.

GESTION DES LIQUIDITÉS

La gestion du risque d'illiquidité est essentielle pour protéger notre capital, maintenir la confiance du marché et garantir que nous pouvons profiter des possibilités d'expansion rentables qui se présentent. Notre cadre de gestion des liquidités est conçu de manière à s'assurer que nous avons accès à des sources de liquidités fiables et économiques afin de satisfaire à nos engagements actuels et prospectifs. Nos importants et stables dépôts de détail et dépôts commerciaux ainsi que nos nombreuses sources diversifiées de financement de gros constituent des composantes clés de nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité.

Le risque d'illiquidité est géré de façon dynamique, et les risques sont périodiquement mesurés, surveillés et, le cas échéant, atténués. Deux exigences clés de notre cadre de gestion des liquidités sont i) le maintien de niveaux minimaux d'actifs liquides non grevés et distincts qui peuvent immédiatement être vendus ou donnés en nantissement

pour satisfaire aux demandes de financement extraordinaires et ii) l'établissement de limites prudentielles relativement aux sorties nettes de fonds maximales sur des horizons temporels définis à plus court terme. Au cours du trimestre, nous avons exercé nos activités dans des conditions normales et nous respectons ces exigences. Ces éléments ainsi que les autres éléments du cadre de gestion des liquidités font l'objet d'une analyse plus détaillée aux pages 66 et 67 de notre rapport annuel 2004. Nous n'avons apporté aucun changement important à notre cadre de gestion des liquidités ou aux niveaux de risque d'illiquidité depuis la publication de notre rapport annuel 2004.

Nous sommes d'avis que notre profil de liquidités est solide et qu'aucune tendance, demande, incertitude ni aucun engagement ou événement n'est actuellement susceptible d'avoir une incidence importante sur la situation actuelle de nos liquidités.

GESTION DU RISQUE DE CRÉDIT

La gestion du risque de crédit vise à s'assurer que la qualité et les taux de concentration de nos portefeuilles s'alignent sur notre goût du risque-rendement. Pour ce faire, nous avons régulièrement recours à des évaluations et à des contrôles indépendants du risque de crédit, ainsi qu'au maintien d'une solide structure du crédit au sein de nos secteurs d'activité. Se reporter aux pages 58 et 59 de notre rapport annuel 2004 pour de plus amples détails sur la gestion du risque de crédit.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
Prêts à la consommation	292 \$	335 \$	359 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	761	924	1 437
Prêts à intérêts non comptabilisés	1 053	1 259	1 796
Provision cumulative pour pertes sur créances	1 708	1 714	2 036
Provision spécifique attribuée	53	122	122
Provision générale attribuée	52	(11)	(130)
Provision générale non attribuée	3	(14)	(20)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	108 \$	97 \$	(28) \$
Principaux ratios de qualité du crédit			
Prêts à intérêts non comptabilisés en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,57 %	0,67 %	1,05 %
Provision cumulative pour pertes sur créances en pourcentage des prêts à intérêts non comptabilisés	162 %	136 %	113 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances spécifique en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations (1)	0,11 %	0,26 %	0,28 %
Radiations nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,27 %	0,44 %	0,27 %

(1) La dotation, ce trimestre, d'une tranche de 52 millions de dollars des provisions cumulatives spécifiques attribuées à la provision cumulative générale attribuée a entraîné une baisse de ce ratio de 0,12 %.

Premier trimestre de 2005 par rapport au premier trimestre de 2004

Les prêts à intérêts non comptabilisés ont reculé de 743 millions de dollars ou 41 % en raison des importantes mesures de recouvrement et des conditions de crédit favorables (faibles taux d'intérêt et croissance économique solide et stable). Cela a donné lieu au règlement favorable d'un certain nombre de prêts à intérêts non comptabilisés découlant de leur remboursement, de leur restructuration ou de leur vente, et peu de nouveaux prêts douteux ont été constatés ce trimestre.

La provision cumulative pour pertes sur créances a diminué de 328 millions de dollars ou 16 %, en raison principalement des conditions ayant donné lieu à la réduction des prêts à intérêts non comptabilisés.

Se reporter à la rubrique « Dotation à la provision pour pertes sur créances » pour plus d'information.

Premier trimestre de 2005 par rapport au quatrième trimestre de 2004

Les prêts à intérêts non comptabilisés ont reculé de 206 millions de dollars ou 16 %, résultat qui tient en grande partie à l'environnement favorable dont il est fait mention ci-dessus.

Se reporter à la rubrique « Dotation à la provision pour pertes sur créances » pour plus d'information.

Tendances liées au ratio de qualité du crédit

Les provisions spécifiques exprimées en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations se sont établies à 0,11 %. La dotation d'une tranche de 52 millions de dollars des provisions cumulatives spécifiques attribuées à la provision cumulative générale attribuée, qui fait l'objet d'une analyse à la rubrique « Dotation à la provision pour pertes sur créances », a entraîné une baisse de ce ratio de 0,12 %. Ce résultat se compare favorablement au ratio de 0,26 % obtenu au trimestre précédent et au ratio de 0,28 % obtenu l'an dernier, et il reflète le maintien de conditions de crédit solides et stables.

GESTION DU RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché correspond au risque que les fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change, des cours des actions et des cours des marchandises entraînent des pertes. Le niveau du risque de marché auquel nous sommes exposés varie selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et du marché et la composition de notre portefeuille de négociation. Nous établissons, pour la gestion des risques, des politiques et des plafonds en fonction desquels nous surveillons et limitons l'exposition au risque de marché découlant de ces activités.

Activités de négociation

Nous avons établi des politiques et des plafonds relativement à nos activités de négociation, en fonction desquels nous surveillons et limitons l'exposition au risque de marché découlant de ces activités. Nous gérons le risque de marché lié aux activités de négociation au moyen de la valeur à risque (VAR) et d'autres mesures. Des informations détaillées sur nos politiques et processus de gestion du risque de marché lié aux activités de négociation sont présentées aux pages 59, 60 et 61 de notre rapport annuel 2004. Ces politiques, processus et méthodes n'ont pas changé de façon importante comparativement à ceux qui sont énoncés dans notre rapport annuel 2004.

VAR globale par catégorie de risque important

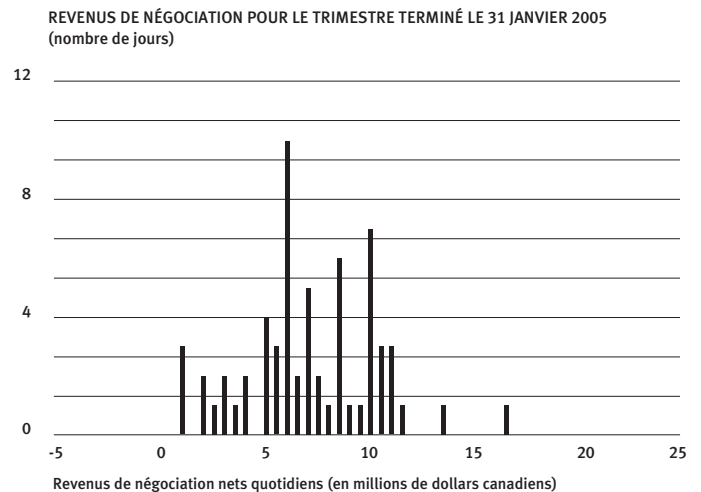
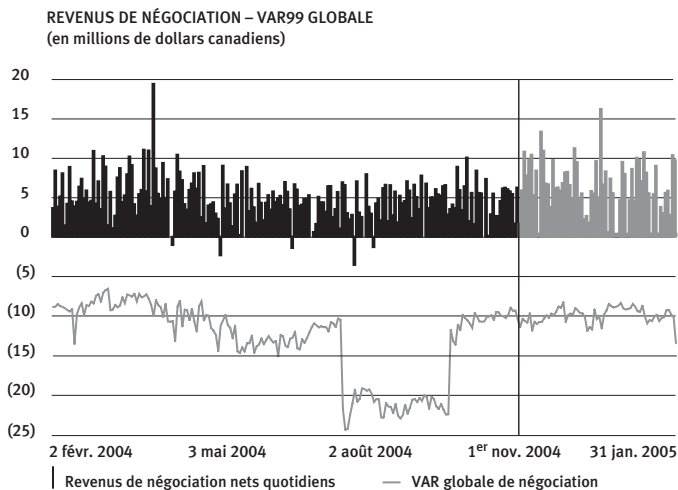
(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le				Pour le trimestre terminé le				Pour le trimestre terminé le			
	Au	31 janvier 2005			Au	31 octobre 2004			Au	31 janvier 2004		
		Haut	Moyenne	Bas		Haut	Moyenne	Bas		Haut	Moyenne	Bas
Actions	5 \$	7 \$	5 \$	4 \$	4 \$	20 \$	12 \$	4 \$	5 \$	10 \$	6 \$	4 \$
Change et marchandises	2	5	2	1	2	5	3	2	1	5	2	1
Taux d'intérêt	12	12	8	6	8	14	9	6	10	11	9	7
Risque spécifique lié à la dette	2	2	1	1	2	2	1	1	—	—	—	—
VAR globale	13 \$	13 \$	10 \$	8 \$	10 \$	23 \$	16 \$	9 \$	9 \$	15 \$	11 \$	9 \$

Premier trimestre de 2005 par rapport au premier trimestre de 2004

Aucun changement important au chapitre de la VAR n'a été observé entre le premier trimestre de 2004 et le premier trimestre de 2005.

Premier trimestre de 2005 par rapport au quatrième trimestre de 2004

La diminution de la VAR liée aux actions qui a été observée entre le quatrième trimestre de 2004 et le premier trimestre de 2005 est imputable à l'accroissement des activités de négociation de titres de participation qui découle des activités de prise ferme de titres de participation au quatrième trimestre. L'augmentation de la VAR était prévue et avait fait l'objet d'une approbation préalable. Le niveau observé au cours du premier trimestre de 2005 reflète davantage la fourchette historique.



ANNEXE A RAPPROCHEMENT DU RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES ET DU RENDEMENT DU CAPITAL DE RISQUE

T1 2005					
PCGR des É.-U. (en millions de dollars canadiens) (1)	RBC	Particuliers et entreprises – Canada	Particuliers et entreprises – É.-U. et International	Marchés mondiaux des capitaux	Services de soutien généraux
Bénéfice net	1 041 \$	658 \$	100 \$	253 \$	30 \$
Moins : Dividendes sur actions privilégiées	11	4	3	3	1
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (2)	1 030 \$	654 \$	97 \$	250 \$	29 \$
Moyenne du capital de risque (3)	11 150	5 500	1 900	3 200	550
Rendement du capital de risque (4)	36,7 %	47,3 %	20,0 %	30,9 %	n.s.
Rendement des capitaux propres (secteurs d'exploitation)					
Ajouter : Capital relatif à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels par rapport au capital de risque	4 900	350	3 300	1 250	–
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués (3)	16 050	5 850	5 200	4 450	550
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)		44,3 %	7,3 %	22,4 %	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RBC et Services de soutien généraux)					
Ajouter : Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires non attribués (5)	1 800				1 800
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17 850				2 350
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)	22,9 %				4,9 %

T4 2004					
PCGR des É.-U. (en millions de dollars canadiens) (1)	RBC	Particuliers et entreprises – Canada	Particuliers et entreprises – É.-U. et International	Marchés mondiaux des capitaux	Services de soutien généraux
Bénéfice net	504 \$	452 \$	(137) \$	201 \$	(12) \$
Moins : Dividendes sur actions privilégiées	11	4	4	3	1
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (2)	493 \$	448 \$	(141) \$	198 \$	(13) \$
Moyenne du capital de risque (3)	11 450	5 700	2 000	3 250	500
Rendement du capital de risque (4)	17,1 %	31,5 %	(27,7) %	24,3 %	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (secteurs d'exploitation)					
Ajouter : Capital relatif à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels par rapport au capital de risque	5 250	500	3 700	1 050	–
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués (3)	16 700	6 200	5 700	4 300	500
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)		29,5 %	(9,6) %	17,9 %	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RBC et Services de soutien généraux)					
Ajouter : Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires non attribués (5)	1 150				1 150
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17 850				1 650
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)	11,0 %				(4,0) %

T1 2004					
PCGR des É.-U. (en millions de dollars canadiens) (1)	RBC	Particuliers et entreprises – Canada	Particuliers et entreprises – É.-U. et International	Marchés mondiaux des capitaux	Services de soutien généraux
Bénéfice net	793 \$	578 \$	64 \$	192 \$	(41) \$
Moins : Dividendes sur actions privilégiées	11	4	4	3	1
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (2)	782 \$	574 \$	60 \$	189 \$	(42) \$
Moyenne du capital de risque (3)	10 950	5 200	2 150	3 200	400
Rendement du capital de risque (4)	28,4 %	44,2 %	11,1 %	23,7 %	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (secteurs d'exploitation)					
Ajouter : Capital relatif à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels par rapport au capital de risque	5 300	450	3 700	1 150	–
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués (3)	16 250	5 650	5 850	4 350	400
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)		40,5 %	4,0 %	17,5 %	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RBC et Services de soutien généraux)					
Ajouter : Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires non attribués (5)	900				900
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17 150				1 300
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)	18,1 %				(13,3) %

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne du capital de risque, à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels, à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués et à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires indiqués ci-dessus sont arrondis. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque indiqués ci-dessus et dans tout ce document sont fondés sur les soldes réels avant leur arrondissement.

(2) Les calculs du rendement des secteurs d'exploitation se fondent sur le bénéfice net de ces secteurs, moins l'attribution des dividendes sur actions privilégiées (selon les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués à chaque secteur).

(3) La moyenne du capital de risque comprend le capital de risque lié au risque de crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque d'assurance, au risque opérationnel, au risque commercial et au risque lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels.

(4) Le rendement du capital de risque est fondé uniquement sur la moyenne du capital de risque. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs d'exploitation se base sur la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous ne présentons pas le rendement du capital de risque pour les Services de soutien généraux puisqu'il est considéré comme négligeable.

(5) Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires non affectés sont présentés dans le secteur Services de soutien généraux et compris dans le calcul des capitaux propres.

MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, comprises dans le présent rapport trimestriel, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives à nos objectifs pour 2005 et à moyen et à long terme et des stratégies élaborées afin d'atteindre ces objectifs et ces buts, de même que des déclarations relatives à nos opinions, projets, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « soupçonner », « perspectives », « croire », « projeter », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « se proposer » et l'emploi du conditionnel ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et bien précis, et il est possible que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment la solidité des économies canadienne et américaine et la solidité des économies des autres pays où nous exerçons nos activités; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises, notamment le dollar américain; l'incidence des modifications de la politique monétaire, notamment les modifications des politiques relatives aux taux d'intérêt de la Banque du Canada et du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et règlements qui régissent les services financiers (notamment les services bancaires, les assurances et les valeurs mobilières) et leur exécution; les jugements d'ordre judiciaire ou réglementaire et les procédures judiciaires; notre capacité d'obtenir des informations exactes et complètes de nos clients ou contreparties ou en leur nom; notre capacité de réaligner avec succès notre structure organisationnelle, nos ressources et nos processus; notre capacité de mener à bien des acquisitions stratégiques et d'intégrer les acquisitions avec succès; les modifications apportées aux conventions et méthodes comptables que nous utilisons aux fins de la présentation de notre situation financière y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques; les risques opérationnels et ceux liés à l'infrastructure; ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs, notamment les modifications apportées aux politiques commerciales; la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services; les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; l'incidence possible, sur nos activités, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux, y compris ceux liés à la guerre contre le terrorisme, et la mesure dans laquelle nous prévoyons les risques inhérents aux facteurs qui précèdent et réussissons à les gérer.

Nous informons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants qui pourraient avoir une incidence sur nos résultats futurs n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

L'information fournie dans les sites Web mentionnés dans le présent rapport trimestriel ou pouvant être obtenue par l'entremise de ces sites ne fait pas partie dudit rapport trimestriel. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport trimestriel sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non vérifié)

BILAN CONSOLIDÉ <small>(non vérifié)</small>	PCGR DES ÉTATS-UNIS		
	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
<small>(en millions de dollars canadiens)</small>			
Actif			
Encaisse et montants à recevoir de banques	4 309 \$	3 711 \$	4 197 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	6 780	6 283	4 827
Valeurs mobilières			
Titres du compte de négociation <small>(incluant des montants nantis de 19 524 \$, 16 281 \$ et 13 033 \$)</small>	98 627	87 635	94 092
Titres susceptibles de vente	37 921	39 861	43 771
	136 548	127 496	137 863
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	39 260	48 317	41 817
Prêts			
Prêts hypothécaires résidentiels	84 203	84 172	78 577
Prêts aux particuliers	37 753	36 848	36 057
Prêts sur cartes de crédit	6 817	6 456	6 225
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	50 740	48 223	55 142
	179 513	175 699	176 001
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(1 638)	(1 644)	(1 846)
	177 875	174 055	174 155
Autres			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	5 960	6 184	5 693
Montants se rapportant aux produits dérivés	38 192	40 081	39 607
Locaux et matériel	1 759	1 731	1 734
Écart d'acquisition	4 473	4 416	4 800
Autres actifs incorporels	524	523	580
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	1 687	1 701	1 909
Actif lié aux comptes distincts	107	120	183
Autres actifs	34 844	33 064	25 079
	87 546	87 820	79 585
	452 318 \$	447 682 \$	442 444 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts			
Au Canada			
Ne portant pas intérêt	29 034 \$	28 273 \$	25 166 \$
Portant intérêt	143 788	141 177	131 580
À l'étranger			
Ne portant pas intérêt	3 106	3 169	3 920
Portant intérêt	104 423	98 956	105 208
	280 351	271 575	265 874
Autres			
Acceptations	5 960	6 184	5 693
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	27 788	23 815	24 632
Engagements afférents aux biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	20 439	28 944	26 701
Montants se rapportant aux produits dérivés	42 036	42 870	41 591
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	9 779	9 352	7 235
Passif lié aux comptes distincts	107	120	183
Autres passifs	36 226	36 401	42 828
	142 335	147 686	148 863
Débitures subordonnées	8 620	8 522	8 031
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 525	1 524	1 493
Capitaux propres			
Actions privilégiées	1 110	813	813
Actions ordinaires <small>(émises – 644 824 165, 644 747 812 et 655 962 800)</small>	6 998	6 966	7 035
Capital d'apport additionnel	216	229	177
Bénéfices non répartis	12 972	12 347	11 997
Actions de trésorerie <small>(détenues – 5 093 966, 5 815 487 et 7 731 453)</small>	(312)	(348)	(473)
Autres éléments du résultat étendu cumulés	(1 497)	(1 632)	(1 366)
	19 487	18 375	18 183
	452 318 \$	447 682 \$	442 444 \$

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS (non vérifié)

PCGR DES ÉTATS-UNIS

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
Revenu d'intérêt			
Prêts	2 579 \$	2 485 \$	2 427 \$
Titres du compte de négociation	780	729	602
Titres susceptibles de vente	205	224	207
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	240	184	167
Dépôts à des banques	53	43	19
	3 857	3 665	3 422
Frais d'intérêt			
Dépôts	1 494	1 378	1 293
Autres passifs	484	427	373
Débitures subordonnées	108	111	103
	2 086	1 916	1 769
Revenu net d'intérêt	1 771	1 749	1 653
Revenus autres que d'intérêt			
Primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant de services tarifés	622	621	498
Revenus tirés des activités de négociation	428	309	427
Commissions de gestion de placements et de services de garde	291	265	276
Commissions de courtage en valeurs mobilières	282	260	324
Frais bancaires	277	276	264
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	276	217	212
Revenus tirés des fonds communs de placement	225	218	202
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	92	74	73
Revenus tirés de la titrisation	86	54	63
Revenus sur cartes	84	93	72
Commissions de crédit	52	50	49
Revenus tirés des activités hypothécaires	51	6	2
Gain à la vente de titres susceptibles de vente	21	26	7
Autres	101	180	66
	2 888	2 649	2 535
Total des revenus	4 659	4 398	4 188
Dotation à la provision pour pertes sur créances	108	97	(28)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	348	423	338
Frais autres que d'intérêt			
Ressources humaines	1 721	1 722	1 668
Matériel	218	234	207
Frais d'occupation	183	205	179
Communications	156	188	150
Honoraires	116	151	97
Impartition de services de traitement	72	72	69
Amortissement des autres actifs incorporels	16	16	16
Autres	179	193	387
	2 661	2 781	2 773
Charges liées au réalignement de l'entreprise	2	192	–
Perte de valeur de l'écart d'acquisition	–	130	–
Bénéfice net avant impôts	1 540	775	1 105
Charge d'impôts	466	235	282
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	1 074	540	823
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	33	36	30
Bénéfice net	1 041 \$	504 \$	793 \$
Dividendes sur actions privilégiées	11	11	11
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 030 \$	493 \$	782 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	638 681	641 166	650 044
Bénéfice par action (en dollars)	1,61 \$	0,77 \$	1,20 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	649 616	651 279	659 356
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,58 \$	0,76 \$	1,18 \$
Dividendes par action (en dollars)	0,55 \$	0,52 \$	0,46 \$

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (non vérifié)

PCGR DES ÉTATS-UNIS

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
Actions privilégiées			
Solde au début	813 \$	813 \$	813 \$
Émises	297	–	–
Solde à la fin	1 110	813	813
Actions ordinaires			
Solde au début	6 966	7 002	6 999
Émises	43	16	52
Achetées aux fins d'annulation	(11)	(52)	(16)
Solde à la fin	6 998	6 966	7 035
Capital d'apport additionnel			
Solde au début	229	227	88
Renonciation aux droits à la plus-value des actions, déduction faite des impôts connexes	–	1	1
Attributions de rémunération à base d'actions	(13)	14	12
Montants reclassés	–	–	34
Incidence initiale de l'adoption du FIN 46R, <i>Consolidation of Variable Interest Entities</i>	–	–	42
Autres	–	(13)	–
Solde à la fin	216	229	177
Bénéfices non répartis			
Solde au début	12 347	12 424	11 591
Bénéfice net	1 041	504	793
Dividendes sur actions privilégiées	(11)	(11)	(11)
Dividendes sur actions ordinaires	(352)	(333)	(298)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(53)	(237)	(78)
Solde à la fin	12 972	12 347	11 997
Actions de trésorerie			
Solde au début	(348)	(338)	–
Montants reclassés	–	–	(304)
Ventes (acquisitions) nettes	36	(10)	(127)
Incidence initiale de l'adoption du FIN 46R, <i>Consolidation of Variable Interest Entities</i>	–	–	(42)
Solde à la fin	(312)	(348)	(473)
Autres éléments du résultat étendu cumulés, déduction faite des impôts connexes			
Gains et pertes non réalisés sur les titres susceptibles de vente	245	178	237
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture	(1 419)	(1 551)	(849)
Gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(256)	(192)	(251)
Obligation additionnelle au titre de la charge de retraite	(67)	(67)	(503)
Solde à la fin	(1 497)	(1 632)	(1 366)
Capitaux propres à la fin	19 487 \$	18 375 \$	18 183 \$
Résultat étendu, déduction faite des impôts connexes			
Bénéfice net	1 041 \$	504 \$	793 \$
Autres éléments du résultat étendu			
Variation des gains et des pertes non réalisés sur les titres susceptibles de vente	67	118	124
Variation des gains et des pertes de change non réalisés	421	(1 642)	265
Incidence de la couverture des gains et des pertes de change non réalisés	(289)	929	(221)
Variation des gains et des pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(89)	(69)	(153)
Reclassement aux résultats de gains et de pertes liés à la couverture des flux de trésorerie	25	19	6
Obligation additionnelle au titre de la charge de retraite	–	436	(13)
Total du résultat étendu	1 176 \$	295 \$	801 \$

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE (non vérifié)

PCGR DES ÉTATS-UNIS

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
(en millions de dollars canadiens)			
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice net	1 041 \$	504 \$	793 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation			
Dotation à la provision pour pertes sur créances	108	97	(28)
Amortissement	102	101	95
Charges liées au réaligement de l'entreprise	2	192	–
Paievements liés au réaligement de l'entreprise	(17)	–	–
Impôts reportés	20	267	(48)
Perte de valeur de l'écart d'acquisition et amortissement des autres actifs incorporels	16	146	16
Réduction de valeur de frais d'émission reportés	–	–	25
Gain à la vente de locaux et de matériel	(4)	(7)	(5)
Gain sur la titrisation de prêts	(48)	(14)	(10)
Perte liée au placement dans certaines sociétés affiliées	–	–	24
Gain à la vente de titres susceptibles de vente	(21)	(26)	(7)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation			
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	427	21	(1 395)
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(5)	(76)	(121)
Impôts exigibles	(192)	239	(1 376)
Actifs se rapportant aux produits dérivés	1 889	(8 866)	(2 983)
Passifs se rapportant aux produits dérivés	(834)	9 424	3 159
Titres du compte de négociation	(10 992)	3 160	(8 108)
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	(14)	55	1 412
Variation nette des montants à payer ou à recevoir de courtiers	1 193	(2 245)	1 466
Autres	(2 123)	(4 528)	4 121
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation	(9 452)	(1 556)	(2 970)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(497)	(918)	(2 313)
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(5 661)	(351)	(2 705)
Produit tiré de la titrisation de prêts	1 297	747	904
Produit tiré de la vente de titres susceptibles de vente	9 239	5 407	4 282
Produit tiré de l'arrivée à échéance de titres susceptibles de vente	5 632	16 733	8 338
Acquisitions de titres susceptibles de vente	(12 363)	(15 828)	(14 463)
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(131)	(95)	(174)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	9 057	577	2 070
Flux de trésorerie nets provenant de l'acquisition de filiales	–	–	558
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	6 573	6 272	(3 503)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Variation des dépôts au Canada	3 372	1 374	2 223
Variation des dépôts à l'étranger	5 404	(7 898)	3 133
Émission de débentures subordonnées	–	–	1 500
Remboursement de débentures subordonnées	–	(149)	–
Émission d'actions privilégiées	300	–	–
Frais d'émission	(3)	–	–
Émission d'actions ordinaires	41	16	49
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(64)	(289)	(94)
(Ventes) acquisitions nettes d'actions de trésorerie	6	(10)	(127)
Dividendes versés	(344)	(344)	(309)
Dividendes/distributions versés par les filiales aux actionnaires sans contrôle	(52)	(8)	(51)
Variation des engagements afférents aux biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(8 505)	1 841	(500)
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	3 973	(1 246)	1 889
Variation des emprunts à court terme des filiales	(657)	(472)	69
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	3 471	(7 185)	7 782
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	6	(19)	1
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	598	(2 488)	1 310
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	3 711	6 199	2 887
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	4 309 \$	3 711 \$	4 197 \$
Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie			
Intérêts versés durant la période	2 471 \$	1 691 \$	1 867 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	640 \$	476 \$	1 553 \$

Notes complémentaires (non vérifié) (tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis (PCGR des États-Unis) et en fonction des mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, à l'exception des renseignements ci-après. En vertu des PCGR des États-Unis, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels et, par conséquent, ces états financiers intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes complémentaires de l'exercice terminé le 31 octobre 2004 figurant aux pages 79 à 110 du rapport annuel 2004. La direction est d'avis que tous les ajustements nécessaires à une présentation fidèle des résultats de la période ont été apportés. Ces ajustements sont tous de nature récurrente et reflètent les activités normales, sauf indication contraire. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

Note 1 : Principales conventions comptables

Contrats non traditionnels de longue durée et comptes distincts

L'énoncé de principe 03-1, intitulé *Accounting and Reporting by Insurance Enterprises for Certain Nontraditional Long-Duration Contracts and for Separate Accounts* (SOP 03-1), publié par l'American Institute of Certified Public Accountants a pris effet pour nous le 1^{er} novembre 2004. Le SOP 03-1 fournit des directives pour un certain nombre de questions, y compris la présentation des comptes distincts, les intérêts liés aux comptes distincts, les gains et les pertes liés au transfert d'actifs du compte général aux comptes distincts, l'évaluation du passif, le rendement fondé sur un groupe d'actifs ou sur un indice de référence précisés par contrat, l'établissement du degré d'importance des risques liés à la mortalité et à la morbidité et le classement de contrats prévoyant des prestations en cas de décès ou d'autres prestations d'assurance, la comptabilisation de contrats prévoyant des prestations en cas de décès ou d'autres prestations d'assurance, la comptabilisation de contrats de réassurance et d'autres contrats semblables, la comptabilisation des rentes, les incitatifs de vente destinés aux titulaires de contrats ainsi que la divulgation de l'information. Au 31 janvier 2005, nous n'avions pas finalisé la mise en application du SOP 03-1; cependant, à ce jour, notre évaluation préliminaire révèle que cette norme n'aura pas d'incidence importante sur nos états financiers. Nous prévoyons en finaliser la mise en application d'ici la fin du deuxième trimestre.

Modification comptable future

Rémunération à base d'actions

En décembre 2004, le Financial Accounting Standards Board (FASB) a publié le FASB Statement No. 123 (révisé en 2004), intitulé *Share-Based Payment* (FAS 123R). Le FAS 123R s'applique à toutes les périodes intermédiaires ou annuelles ouvertes après le 15 juin 2005 et exige que la charge de rémunération ayant trait aux paiements à base d'actions soient mesurée selon la juste valeur des instruments de capitaux propres ou d'emprunt émis et constatée dans les états financiers. Nous évaluons actuellement l'incidence de l'adoption du FAS 123R sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Note 2 : Charges liées au réalignement de l'entreprise

Au cours du trimestre, nous avons poursuivi la mise en œuvre des mesures de réduction des coûts approuvées par le Conseil d'administration le 9 septembre 2004 relativement au réalignement de notre entreprise. Nous prévoyons que la plupart de ces mesures ayant trait au réalignement seront finalisées au cours de l'exercice 2005 bien que certaines obligations liées à des baux comportent une échéance plus éloignée. Les modifications apportées aux charges liées aux employés et aux locaux ainsi qu'aux autres charges depuis le 31 octobre 2004 sont présentées dans le tableau qui suit :

Charges liées au réalignement de l'entreprise	Charges liées aux employés	Charges liées aux locaux	Autres charges	Total des charges
Solde des charges liées au réalignement au 31 octobre 2004	166 \$	13 \$	13 \$	192 \$
Ajustements	2	–	–	2
Versements en espèces	(13)	(2)	(2)	(17)
Écart de conversion	1	–	–	1
Solde des charges liées au réalignement au 31 janvier 2005	156 \$	11 \$	11 \$	178 \$

Au cours du trimestre, nous avons procédé à la fermeture de 10 succursales de RBC Mortgage Company (RBC Mortgage) et de 11 succursales de RBC Centura Banks. De plus, nous avons initialement prévu la fermeture du siège social de RBC Mortgage à Chicago et le transfert des activités à notre bureau de Houston au cours du trimestre. La fermeture et le transfert seront finalisés au cours du prochain trimestre. Dans nos charges liées au réalignement de l'entreprise, nous avons inclus la juste valeur des obligations futures restantes en vertu de baux, déduction faite des revenus de sous-location prévus, relativement aux locaux que nous avons quittés mais dont nous demeurons le locataire. Nous avons aussi passé en charges les paiements relatifs à l'annulation de baux pour les locaux à l'égard desquels nous avons légalement mis fin à notre obligation en vertu des baux. La valeur comptable des actifs hors exploitation des locaux fermés a été incluse dans les charges liées aux locaux. Les autres charges représentent des honoraires facturés par un cabinet de services professionnels pour des conseils stratégiques et organisationnels relativement aux mesures de réalignement de l'entreprise.

Au 31 janvier 2005, les charges liées au réalignement de l'entreprise devant être payées au cours de périodes futures s'établissaient à 178 millions de dollars; ce montant est comptabilisé dans le bilan consolidé, au poste Autres passifs. Le total des charges liées au réalignement de l'entreprise pour chacun des secteurs est présenté à la note 10. Au 31 janvier 2005, la plupart des charges liées aux locaux avaient trait au secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International et les autres charges avaient trait au secteur Services de soutien généraux. Environ 1 660 postes ont été ciblés pour suppression au 31 octobre 2004. De ce nombre, 455 employés avaient été licenciés au 31 janvier 2005.

Note 3 : Cession

Le 31 décembre 2004, nous avons finalisé la vente de notre filiale, Liberty Insurance Services Corporation (LIS), à IBM Corporation contre espèces. Le gain sur la vente, qui a été présenté dans le secteur Particuliers et entreprises – Canada déduction faite de la valeur comptable de LIS, était nominal.

Note 4 : Écart d'acquisition

Certaines unités d'exploitation ont été modifiées par suite du réalignement des secteurs avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2004. Par conséquent, nous sommes en voie d'évaluer notre écart d'acquisition pour y déceler une perte de valeur possible en raison de notre nouvelle structure d'unités d'exploitation. Au 31 janvier 2005, nous n'avions pas complété notre analyse, mais aucun fait jusqu'à maintenant n'a été porté à notre attention qui indique que l'écart d'acquisition a subi une perte de valeur.

Note 5 : Titrisations

Au cours du premier trimestre de 2005, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement de 1 847 millions de dollars (1 077 millions pour le premier trimestre de 2004) par la création de titres adossés à des créances hypothécaires. Nous avons vendu pour 1 300 millions de dollars (775 millions pour le premier trimestre de 2004) de ces titres, pour un produit net en espèces de 1 297 millions (769 millions pour le premier trimestre de 2004), et avons conservé des droits relatifs aux intérêts futurs excédentaires de 51 millions (14 millions pour le premier trimestre de 2004) sur les prêts hypothécaires résidentiels. Un gain avant impôts de 48 millions de dollars (8 millions pour le premier trimestre de 2004) sur la vente des titres, après déduction des frais liés à l'opération, a été constaté au poste Revenus tirés de la titrisation. Les titres adossés à des créances hypothécaires créés et non vendus demeurent inscrits au bilan consolidé, au poste Titres susceptibles de vente.

Note 6 : Rémunération à base d'actions

Nous avons adopté prospectivement la méthode de la juste valeur recommandée par la norme FAS 123, *Accounting for Stock-Based Compensation*, eu égard aux nouvelles attributions octroyées après le 1^{er} novembre 2002. Le tableau suivant présente l'information pro forma qui reflète l'incidence de la méthode de la juste valeur sur les attributions octroyées avant le 1^{er} novembre 2002 :

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
Tel que déclaré :			
Bénéfice net	1 041 \$	504 \$	793 \$
Bénéfice par action	1,61	0,77	1,20
Bénéfice dilué par action	1,58	0,76	1,18
Pro forma :			
Bénéfice net	1 036 \$	495 \$	784 \$
Bénéfice par action	1,60	0,75	1,18
Bénéfice dilué par action	1,57	0,74	1,17

Note 7 : Prestations de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite*Charge au titre des prestations constituées*

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier	31 octobre	31 janvier
	2005	2004	2004
Coût des services rendus	34 \$	35 \$	34 \$
Intérêts débiteurs	86	82	82
Taux de rendement prévu de l'actif des régimes	(82)	(80)	(78)
Amortissement de l'actif transitoire	(1)	(1)	—
Amortissement du coût des services passés	8	8	8
Amortissement de la perte actuarielle nette	23	21	21
Perte sur règlement	3	—	—
Charge au titre des régimes à prestations déterminées	71	65	67
Charge au titre des régimes à cotisations déterminées	18	13	18
Charge au titre des prestations constituées	89 \$	78 \$	85 \$

Charge au titre des autres avantages postérieurs au départ à la retraite

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier	31 octobre	31 janvier
	2005	2004	2004
Coût des services rendus	12 \$	12 \$	12 \$
Intérêts débiteurs	24	22	23
Amortissement de l'obligation transitoire	4	4	4
Amortissement de la perte actuarielle nette	6	8	8
Amortissement du coût des services passés	—	1	—
Charge au titre des autres avantages postérieurs au départ à la retraite	46 \$	47 \$	47 \$

Contributions de l'employeur

Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2005, nous avons contribué pour un montant de 35 millions de dollars à nos régimes à prestations déterminées, et pour un montant de 8 millions de dollars à nos régimes d'autres avantages postérieurs au départ à la retraite.

Note 8 : Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Le 31 janvier 2005, nous avons émis pour 300 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividendes non cumulatifs de série W au prix de 25 dollars par action. Les détenteurs ont le droit de recevoir des dividendes trimestriels privilégiés non cumulatifs d'un montant de 0,30625 dollar par action, pour un rendement de 4,90 % par année. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, à compter du 24 février 2010, nous pourrions racheter ces actions en totalité ou en partie contre une prime dégressive. Ces actions seront en outre convertibles en actions ordinaires de la Banque Royale à notre gré à compter du 24 février 2010 contre 95 % du cours moyen pondéré de nos actions ordinaires.

Le 18 juin 2004, nous avons annoncé le renouvellement de notre offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités en vue de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 25 millions de nos actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. En vertu de cette offre, les achats peuvent être effectués pendant une période de un an, à compter du 24 juin 2004. Au cours du trimestre, nous avons racheté 1 005 449 actions ordinaires à un prix moyen de 63,24 \$ et, depuis la mise en place de l'offre, nous avons racheté 7 418 367 actions ordinaires à un prix moyen de 60,92 \$.

Note 9 : Garanties et éventualités**Garanties**

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes du bulletin d'interprétation n° 45 du FASB, intitulé *Guarantor's Accounting and Disclosure Requirements for Guarantees, Including Indirect Guarantees of Indebtedness of Others* (FIN 45).

Au cours du trimestre, nous avons procédé à la réévaluation de nos opérations de prêt de titres et nous avons conclu que certaines ententes de prêt de titres prévoyant une indemnité à l'égard du prêteur de titres répondaient à la définition d'une garantie aux termes du FIN 45. Dans les opérations de prêt de titres, nous agissons à titre de mandataire pour le détenteur d'une valeur mobilière qui accepte de prêter la valeur mobilière à un emprunteur moyennant une commission en vertu des modalités d'un contrat préétabli. L'emprunteur doit, en tout temps, nantir intégralement le prêt de titres. Dans le cadre de ces activités de garde, une garantie d'indemnisation peut être fournie aux clients prêteurs de titres qui vise à assurer que la juste valeur des titres prêtés sera remboursée dans le cas où l'emprunteur ne retournerait pas les titres empruntés et où la valeur du nantissement

ne suffirait pas à couvrir la juste valeur de ces titres. Ces garanties d'indemnisation arrivent habituellement à échéance sans avoir été utilisées. Le montant maximal potentiel des paiements futurs correspond au montant contractuel compte non tenu de la possibilité d'un recouvrement au moyen de la réalisation du nantissement; par conséquent, le montant contractuel n'est pas une indication des exigences en espèces futures. Les échéances de ces ententes varient puisque les titres prêtés comportent un droit de retour sur demande.

Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers au 31 janvier 2005. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque de perte maximal en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance, ou en raison de biens détenus ou reçus en gage.

	Montant maximal potentiel des paiements futurs
Dérivés de crédit/options vendues (1)	37 105 \$
Facilités de garantie de liquidités	25 378
Prêts de titres	25 359
Lettres de crédit de soutien financier/garanties d'exécution	14 041
Produits à valeur stable (1)	7 522
Rehaussements de crédit	4 626
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	260

(1) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.

Au 31 janvier 2005, nous avons constaté dans notre bilan consolidé un montant de 264 millions de dollars relativement à ces garanties.

Veillez vous reporter à la note 21 de notre rapport annuel 2004 pour de plus amples renseignements relatifs aux garanties susmentionnées et pour une description de nos obligations relatives à certaines ententes d'indemnisation. Aucun montant n'a été constaté dans notre bilan consolidé relativement à ces ententes d'indemnisation.

Litige lié à Enron

La Banque Royale du Canada et des entités apparentées sont nommées à titre de défenderesses dans une procédure contradictoire devant la United States Bankruptcy Court, district sud de New York, antérieurement entamée par Enron Corp. (et des apparentés débiteurs liés), de même que de nombreuses autres institutions financières défenderesses.

La Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées sont nommées à titre de défenderesses dans le cadre d'une poursuite intentée par une catégorie d'acquéreurs présumés de titres d'emprunt et de participation d'Enron émis dans le public entre le 9 janvier 1999 et le 27 novembre 2001, intitulée *Regents of the University of California v. Royal Bank of Canada* devant le tribunal de district des États-Unis, district sud du Texas (division de Houston). Ce litige a été fusionné avec la poursuite principale intitulée *Newby c. Enron Corp.*, soit le recours collectif consolidé principal des actionnaires présumés d'Enron, dans le cadre duquel des réclamations similaires ont été faites contre de nombreuses autres institutions financières. En outre, la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées ont été nommées à titre de défenderesses dans le cadre de poursuites liées à Enron qui ont été intentées devant divers tribunaux des États-Unis et dans le cadre desquelles des réclamations similaires ont été faites par des acquéreurs de titres d'Enron. La Banque Royale est aussi défenderesse mise en cause dans le cadre d'une poursuite intentée par le cabinet d'experts-comptables d'Enron, Arthur Andersen LLP, qui a fait des réclamations à de nombreuses parties mises en cause afin d'obtenir un recours contre elles dans le cas où la responsabilité d'Arthur Andersen LLP à l'égard des demandereses serait établie dans le cadre de cette poursuite.

Il est impossible de prédire l'issue finale de ces poursuites, non plus que le moment de leur règlement. La direction surveille le déroulement de ces poursuites sur une base continue et exercera son meilleur jugement afin de les régler dans ce qu'elle déterminera être notre intérêt. Dans chacune de ces affaires, nous nous défendons vigoureusement. Toutefois, en raison des incertitudes importantes quant au moment et à l'issue de ce litige, du grand nombre de poursuites et des nombreuses défenderesses nommées dans plusieurs d'entre elles, des questions inédites soulevées, de la durée importante qui pourrait s'écouler avant que les poursuites fassent l'objet d'un règlement ou d'une décision judiciaire, ainsi que du contexte judiciaire actuel difficile, aucune provision pour perte n'a été inscrite dans les états financiers consolidés intermédiaires, car il est actuellement impossible de déterminer notre risque ultime en la matière. Bien qu'il soit peu probable que la résolution définitive de ces poursuites et autres procédures ait une incidence négative importante sur notre situation financière consolidée, la direction est d'avis qu'elle pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation au cours de toute période donnée.

Autres

Nous faisons l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. De l'avis de la direction, le montant global du passif éventuel lié à ces poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Note 10 : Résultats par secteurs d'exploitation

	Particuliers et entreprises – Canada			Particuliers et entreprises – États-Unis et International			Marchés mondiaux des capitaux		
	T1/05	T4/04	T1/04	T1/05	T4/04	T1/04	T1/05	T4/04	T1/04
Revenu net d'intérêt	1 286 \$	1 243 \$	1 209 \$	277 \$	275 \$	266 \$	209 \$	262 \$	206 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 505	1 455	1 320	479	416	475	843	688	768
Total des revenus	2 791	2 698	2 529	756	691	741	1 052	950	974
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	103	114	47	14	19	19	(2)	(28)	(84)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	348	423	338	–	–	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	1 368	1 448	1 310	600	656	634	700	670	827
Charges liées au réaligement de l'entreprise	–	63	–	–	38	–	–	27	–
Perte de valeur de l'écart d'acquisition	–	–	–	–	130	–	–	–	–
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	314	198	256	42	(15)	24	101	80	39
Bénéfice net (perte nette)	658 \$	452 \$	578 \$	100 \$	(137) \$	64 \$	253 \$	201 \$	192 \$

	Services de soutien généraux			Total		
	T1/05	T4/04	T1/04	T1/05	T4/04	T1/04
Revenu net d'intérêt	(1) \$	(31) \$	(28) \$	1 771 \$	1 749 \$	1 653 \$
Revenus autres que d'intérêt	61	90	(28)	2 888	2 649	2 535
Total des revenus	60	59	(56)	4 659	4 398	4 188
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(7)	(8)	(10)	108	97	(28)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	348	423	338
Frais autres que d'intérêt	(7)	7	2	2 661	2 781	2 773
Charges liées au réaligement de l'entreprise	2	64	–	2	192	–
Perte de valeur de l'écart d'acquisition	–	–	–	–	130	–
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	42	8	(7)	499	271	312
Bénéfice net (perte nette)	30 \$	(12) \$	(41) \$	1 041 \$	504 \$	793 \$

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2004, nous avons procédé à la réorganisation de nos cinq secteurs précédents (RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux) en trois secteurs (Particuliers et entreprises – Canada, Particuliers et entreprises – États-Unis et International et Marchés mondiaux des capitaux). Le secteur Particuliers et entreprises – Canada comprend nos activités canadiennes de services bancaires et de placement et nos activités d'assurances à l'échelle mondiale. Le secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International comprend nos services bancaires et de courtage de détail aux États-Unis, les services bancaires dans les Antilles et aux Bahamas et les services de gestion privée à l'échelle internationale. Le secteur Marchés mondiaux des capitaux comprend les services bancaires pour les grandes entreprises et les clients commerciaux, les services de banque d'investissement, les services de garde de titres et le traitement des opérations. La division des titres à revenu fixe de RBC Dain Rauscher Corp., qui était auparavant présentée dans RBC Investissements, est maintenant présentée dans le secteur Marchés mondiaux des capitaux. Toutes les autres activités ayant trait à l'entreprise qui ne sont pas attribuées à ces trois secteurs d'exploitation sont présentées dans un quatrième secteur, le secteur Services de soutien généraux. Les ajustements relatifs à la consolidation sont aussi inclus dans le secteur Services de soutien généraux. Les chiffres comparatifs ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de notre nouvelle structure sectorielle.

Le processus d'information de gestion comprend la mesure du rendement de nos secteurs d'exploitation fondée sur notre structure de gestion, et notre information peut ne pas être comparable à des renseignements semblables présentés par d'autres sociétés de services financiers. Nous utilisons un modèle d'information de gestion qui comprend des méthodologies pour l'établissement des prix de cession interne des fonds, l'attribution du capital économique et les transferts de coûts afin de mesurer les résultats des secteurs d'exploitation. Les revenus et les charges d'exploitation directement liés à un secteur d'exploitation sont inclus dans les résultats de ce secteur. L'établissement des prix de cession interne des fonds et des opérations entre les secteurs d'exploitation suit généralement les taux du marché. Les coûts et les frais indirects ainsi que le capital sont répartis entre les secteurs d'exploitation selon des méthodes de répartition basées sur le risque. Les méthodes d'attribution du capital comportent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et de jugements et ont une incidence directe sur d'autres mesures, comme le rendement des capitaux propres et le rendement du capital de risque. Nous avons révisé certaines méthodes avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2004, parallèlement à notre nouveau modèle de présentation de l'information de gestion. Toutes les méthodes sont assujetties à un examen périodique afin d'assurer leur validité.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non vérifié)

BILAN CONSOLIDÉ (non vérifié)		PCGR DU CANADA		
(en millions de dollars canadiens)		31 janvier 2005	31 octobre 2004 (1)	31 janvier 2004 (1)
Actif				
Encaisse et montants à recevoir de banques		4 309 \$	3 711 \$	4 197 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques		6 814	6 267	4 809
Valeurs mobilières				
Titres du compte de négociation (incluant des montants nantis de 19 524 \$, 16 281 \$ et 13 033 \$)		99 248	89 322	95 009
Titres du compte de placement		36 837	38 923	43 095
Titres de substitut de prêt		675	701	312
		136 760	128 946	138 416
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés				
Prêts				
Prêts hypothécaires résidentiels		84 201	84 170	78 575
Prêts aux particuliers		37 753	36 848	32 852
Prêts sur cartes de crédit		6 817	6 456	5 403
Prêts aux entreprises et aux gouvernements		49 757	47 258	50 483
		178 528	174 732	167 313
Provision cumulative pour pertes sur prêts		(1 638)	(1 644)	(1 846)
		176 890	173 088	165 467
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		5 960	6 184	5 693
Montants se rapportant aux produits dérivés		36 907	38 891	38 350
Locaux et matériel		1 784	1 756	1 753
Écart d'acquisition		4 428	4 369	4 754
Autres actifs incorporels		524	523	580
Autres actifs		14 594	17 144	11 920
		64 197	68 867	63 050
		428 230 \$	429 196 \$	417 756 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts				
Particuliers		114 691 \$	113 009 \$	109 116 \$
Entreprises et gouvernements		138 989	132 070	130 092
Banques		26 340	25 880	25 959
		280 020	270 959	265 167
Autres				
Acceptations		5 960	6 184	5 693
Engagements afférents à des titres vendus à découvert		28 854	25 005	25 337
Engagements afférents aux biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés		20 439	28 944	26 701
Montants se rapportant aux produits dérivés		41 248	42 201	40 607
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance		7 334	6 838	5 243
Autres passifs		15 407	20 387	20 514
		119 242	129 559	124 095
Débetures subordonnées				
		8 190	8 116	7 639
Titres de fiducie de capital				
		1 400	2 300	2 270
Passifs liés aux actions privilégiées				
		300	300	300
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales				
		125	58	114
Capitaux propres				
Actions privilégiées		832	532	532
Actions ordinaires (émises – 644 824 165, 644 747 812 et 655 962 800)		7 021	6 988	7 055
Capital d'apport additionnel		210	169	130
Bénéfices non répartis		12 628	12 065	11 734
Actions de trésorerie (détenues – 5 093 966, 4 862 782 et 6 951 478)		(312)	(294)	(431)
Écart de conversion		(1 426)	(1 556)	(849)
		18 953	17 904	18 171
		428 230 \$	429 196 \$	417 756 \$

(1) Chiffres retraités par suite de la redéfinition des passifs et des capitaux propres. Voir la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS (non vérifié)

PCGR DU CANADA

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2005	31 octobre 2004 (1)	31 janvier 2004 (1)
(en millions de dollars canadiens)			
Revenu d'intérêt			
Prêts	2 575 \$	2 435 \$	2 429 \$
Valeurs mobilières	985	953	809
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	240	184	167
Dépôts à des banques	53	43	19
	3 853	3 615	3 424
Frais d'intérêt			
Dépôts	1 494	1 365	1 279
Autres passifs	512	434	415
Débitures subordonnées	108	111	103
	2 114	1 910	1 797
Revenu net d'intérêt	1 739	1 705	1 627
Revenus autres que d'intérêt			
Primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant de services tarifés	788	790	613
Revenus tirés des activités de négociation	428	309	426
Commissions de gestion de placements et de services de garde	291	265	276
Commissions de courtage en valeurs mobilières	282	260	324
Frais bancaires	277	276	264
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	276	217	212
Revenus tirés des fonds communs de placement	225	218	202
Revenus sur cartes	142	155	126
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	92	74	73
Revenus tirés de la titrisation	86	54	63
Commissions de crédit	52	50	49
Revenus tirés des activités hypothécaires	47	14	2
Gain (perte) à la vente de titres du compte de placement	21	(26)	4
Autres	82	239	56
	3 089	2 895	2 690
Total des revenus	4 828	4 600	4 317
Dotation à la provision pour pertes sur créances	108	97	(25)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	582	589	452
Frais autres que d'intérêt			
Ressources humaines	1 731	1 735	1 676
Matériel	233	250	221
Frais d'occupation	185	207	181
Communications	158	191	153
Honoraires	116	151	97
Impartition de services de traitement	72	72	69
Amortissement des autres actifs incorporels	16	16	16
Autres	196	190	394
	2 707	2 812	2 807
Charges liées au réalignement de l'entreprise	2	192	–
Perte de valeur de l'écart d'acquisition	–	130	–
Bénéfice net avant impôts	1 429	780	1 083
Charge d'impôts	442	255	293
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	987	525	790
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	8	11	4
Bénéfice net	979 \$	514 \$	786 \$
Dividendes sur actions privilégiées	8	7	7
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	971 \$	507 \$	779 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	638 681	642 117	650 044
Bénéfice par action (en dollars)	1,52 \$	0,79 \$	1,20 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	649 118	650 805	658 738
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,50 \$	0,78 \$	1,18 \$
Dividendes par action (en dollars)	0,55 \$	0,52 \$	0,46 \$

(1) Chiffres retraités par suite de la redéfinition des passifs et des capitaux propres. Voir la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (non vérifié)

PCGR DU CANADA

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2005	31 octobre 2004 (1)	31 janvier 2004 (1)
Actions privilégiées			
Solde au début	532 \$	532 \$	532 \$
Émises	300	–	–
Solde à la fin	832	532	532
Actions ordinaires			
Solde au début	6 988	7 023	7 018
Émises	44	17	53
Achetées aux fins d'annulation	(11)	(52)	(16)
Solde à la fin	7 021	6 988	7 055
Capital d'apport additionnel			
Solde au début	169	167	85
Renonciation aux droits à la plus-value des actions, déduction faite des impôts connexes	–	1	(1)
Attributions de rémunération à base d'actions	(13)	14	12
Montants reclassés	–	–	34
Incidence initiale de l'adoption de la NOC-15, <i>Consolidation des entités à détenteurs de droits variables</i>	54	–	–
Autres	–	(13)	–
Solde à la fin	210	169	130
Bénéfices non répartis			
Solde au début	12 065	12 128	11 333
Bénéfice net	979	514	786
Dividendes sur actions privilégiées	(8)	(7)	(7)
Dividendes sur actions ordinaires	(352)	(333)	(298)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(53)	(237)	(78)
Frais d'émission, déduction faite des impôts connexes	(3)	–	–
Incidence cumulative de l'adoption de la NOC-17, <i>Contrats de dépôt indexés sur actions</i> , déduction faite des impôts connexes	–	–	(2)
Solde à la fin	12 628	12 065	11 734
Actions de trésorerie			
Solde au début	(294)	(284)	–
Montants reclassés	–	–	(304)
Ventes (acquisitions) nettes	36	(10)	(127)
Incidence initiale de l'adoption de la NOC-15, <i>Consolidation des entités à détenteurs de droits variables</i>	(54)	–	–
Solde à la fin	(312)	(294)	(431)
Écart de conversion, déduction faite des impôts connexes			
Solde au début	(1 556)	(842)	(893)
Variation des gains et des pertes de change non réalisés	419	(1 643)	265
Incidence de la couverture des gains et des pertes de change non réalisés	(289)	929	(221)
Solde à la fin	(1 426)	(1 556)	(849)
Capitaux propres à la fin	18 953 \$	17 904 \$	18 171 \$

(1) Chiffres retraités par suite de la redéfinition des passifs et des capitaux propres. Voir la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE (non vérifié)

PCGR DU CANADA

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2005	31 octobre 2004 (1)	31 janvier 2004 (1)
(en millions de dollars canadiens)			
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice net	979 \$	514 \$	786 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation			
Dotation à la provision pour pertes sur créances	108	97	(25)
Amortissement	105	104	98
Charges liées au réalignement de l'entreprise	2	192	–
Paievements liés au réalignement de l'entreprise	(17)	–	–
Impôts reportés	(11)	10	(37)
Perte de valeur de l'écart d'acquisition et amortissement des autres actifs incorporels	16	146	16
Réduction de valeur de frais d'émission reportés	–	–	25
Gain à la vente de locaux et de matériel	(4)	(7)	(5)
Gain sur la titrisation de prêts	(48)	(14)	(10)
Perte liée au placement dans certaines sociétés affiliées	–	–	9
(Gain) perte à la vente de titres du compte de placement	(21)	26	(4)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation			
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	496	46	(13)
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(83)	(9)	(133)
Impôts exigibles	(192)	239	(1 376)
Actifs se rapportant aux produits dérivés	1 984	(8 663)	(2 738)
Passifs se rapportant aux produits dérivés	(953)	9 356	2 832
Titres du compte de négociation	(9 926)	1 580	(7 652)
Variation nette des montants à payer ou à recevoir de courtiers	784	(1 558)	1 071
Autres	(2 128)	(4 084)	3 342
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation	(8 909)	(2 025)	(3 814)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(547)	(928)	(2 862)
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(5 643)	(1 439)	(2 760)
Produit tiré de la titrisation de prêts	1 297	747	904
Produit tiré de la vente de titres du compte de placement	9 213	5 399	4 260
Produit tiré de l'arrivée à échéance de titres du compte de placement	5 632	16 733	8 344
Acquisitions de titres du compte de placement	(12 191)	(15 179)	(14 319)
Variation des titres de substitut de prêt	26	(400)	13
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(134)	(100)	(181)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	9 057	577	2 070
Flux de trésorerie nets provenant de l'acquisition de filiales	–	–	558
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	6 710	5 410	(3 973)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Variation des dépôts	8 161	(6 533)	6 022
Émission de débentures subordonnées	–	–	1 500
Remboursement de débentures subordonnées	–	(149)	–
Émission d'actions privilégiées	300	–	–
Frais d'émission	(3)	–	–
Émission d'actions ordinaires	41	16	49
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(64)	(289)	(94)
Ventes (acquisitions) nettes d'actions de trésorerie	6	(10)	(127)
Dividendes versés	(340)	(340)	(305)
Dividendes/distributions versés par les filiales aux actionnaires sans contrôle	(1)	(8)	–
Variation des engagements afférents aux biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(8 505)	1 841	(500)
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	3 849	90	2 482
Variation des emprunts à court terme des filiales	(653)	(472)	69
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	2 791	(5 854)	9 096
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	6	(19)	1
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	598	(2 488)	1 310
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	3 711	6 199	2 887
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	4 309 \$	3 711 \$	4 197 \$
Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie			
Intérêts versés durant la période	2 471 \$	1 691 \$	1 793 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	640 \$	476 \$	1 553 \$

1) Chiffres retraités par suite de la redéfinition des passifs et des capitaux propres. Voir la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes complémentaires (non vérifié) (tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada) et en fonction des mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, à l'exception des renseignements ci-après. En vertu des PCGR du Canada, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels et, par conséquent, ces états financiers intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes complémentaires de l'exercice terminé le 31 octobre 2004 figurant aux pages 79A à 114A du rapport annuel 2004. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

Note 1 : Principales conventions comptables

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15, intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables* (NOC-15) publiée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). La NOC-15 est harmonisée à tous égards importants avec le bulletin d'interprétation n° 46 (révisé en décembre 2003) du Financial Accounting Standards Board (FASB), intitulé *Consolidation of Variable Interest Entities*, et elle fournit des directives sur l'application des principes prévus par le chapitre 1590 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Filiales*, à certaines entités définies comme des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) et plus fréquemment appelées « entités ad hoc ». Aucune incidence importante sur le bilan consolidé ou l'état consolidé des résultats n'a découlé de cette adoption. Le tableau qui suit présente des renseignements sur les EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables importants et les EDDV que nous consolidons en vertu de la NOC-15. En outre, nous avons procédé à la déconsolidation d'une fiducie de capital utilisée aux fins de l'émission d'un type innovateur de capital de première catégorie de 900 millions de dollars à compter du présent trimestre par suite de l'adoption de la NOC-15. Pour les périodes antérieures présentées, ce montant de 900 millions de dollars est reflété à titre de passif dans les titres de fiducie de capital conformément à l'application rétroactive de certaines révisions apportées au chapitre 3860 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir et présentation* présentées plus loin dans la présente note. Par suite de cette déconsolidation, le billet de dépôt de premier rang du même montant que nous avons émis à la fiducie n'est plus considéré comme un billet intersociétés et est reflété au poste Dépôts de notre bilan consolidé à compter du présent trimestre. Les distributions du rendement de 13 millions de dollars à payer aux détenteurs de ces instruments au cours du trimestre ne sont plus incluses dans la part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales. Un montant équivalent est plutôt constaté à titre de frais d'intérêt relatifs au billet de dépôt de premier rang. Ces instruments continuent d'être admissibles à titre de capital de première catégorie par suite d'un avis du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) qui cautionne ce traitement de manière rétroactive pour les instruments existants. Les fonds multicédants que nous administrons ont été restructurés en 2004 et nous ne les avons pas consolidés au moment de l'adoption de la NOC-15. Veuillez vous reporter à notre rapport annuel 2004 aux pages 83A et 84A pour de plus amples détails.

	Total de l'actif au 31 janvier 2005	Risque de perte maximal au 31 janvier 2005
EDDV dans lesquelles nous détenons des droits variables importants (1) :		
Fonds multicédants que nous administrons (2)	28 268 \$	26 557 \$
Fonds de tiers	4 002	1 136
EDDV de financement structuré	2 079	1 437
Fonds de placement	2 315	460
Obligations garanties par des créances	1 054	20
Autres	511	77
EDDV consolidées (3), (4) :		
EDDV de financement structuré	1 433 \$	
Fonds de placement	913	
EDDV de réorganisation	686	
Structures de rémunération	312	
Autres	238	

- (1) Le risque de perte maximal découlant de nos droits variables importants détenus dans ces EDDV représente principalement les placements dans ces entités, les prêts et les concours de trésorerie qui leur ont été consentis ainsi que la juste valeur des produits dérivés conclus avec elles. Une tranche de 2 008 millions de dollars de ce risque est comptabilisée dans notre bilan consolidé.
- (2) Le total de l'actif représente le montant maximal des actifs qui pourraient devoir être acquis par les fonds en vertu d'engagements d'acquisition en cours au 31 janvier 2005. L'actif réel détenu par ces fonds au 31 janvier 2005 se chiffrait à 20 311 millions de dollars.
- (3) Avant l'adoption de la NOC-15, nous consolidions en totalité ou proportionnellement la plupart de ces entités ayant des actifs de 2 542 millions de dollars au 31 janvier 2005.
- (4) Les actifs qui soutiennent les obligations de ces EDDV consolidées sont les suivants : prêts auprès de banques de 13 millions de dollars, valeurs mobilières de 2 121 millions, dépôts de 942 millions et autres actifs de 194 millions. Les structures de rémunération de 312 millions de dollars détiennent nos actions ordinaires.

Passif et capitaux propres

Le 1^{er} novembre 2004, nous avons adopté les révisions du chapitre 3860 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, avec retraitement rétroactif des périodes comparatives. Ces révisions exigent le reclassement à titre de passifs de certains instruments financiers qui seront réglés par un nombre variable de nos actions ordinaires au moment de la conversion par

le détenteur. Par conséquent, le 1^{er} novembre 2004, nous avons reclassé à titre de passifs 300 millions de dollars d'actions privilégiées (300 millions au 31 octobre 2004; 300 millions au 31 janvier 2004) auparavant incluses dans les capitaux propres et 1 400 millions de dollars de titres de fiducie de capital (2 300 millions au 31 octobre 2004; 2 270 millions au 31 janvier 2004) auparavant inclus dans la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales. Les dividendes et les distributions du rendement sur ces instruments ont été reclassés dans les frais d'intérêt dans notre état consolidé des résultats. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2005, ce reclassement a entraîné l'augmentation des frais d'intérêt de 28 millions de dollars (42 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2004; 42 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2004), la diminution de la part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales de 25 millions (38 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2004; 38 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2004) et la diminution des dividendes sur actions privilégiées de 3 millions (4 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2004; 4 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2004). Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires et le bénéfice par action n'ont pas subi l'incidence de ces reclassements. Ces instruments continuent d'être admissibles à titre de capital de première catégorie en vertu d'un avis du BSIF qui cautionne ce traitement de manière rétroactive pour les instruments existants.

Comptabilisation à la date de transaction

Au cours du premier trimestre de 2004, par suite de la publication du chapitre 1100 du *Manuel de l'ICCA* intitulé *Principes comptables généralement reconnus*, nous avons modifié le mode de comptabilisation des valeurs mobilières, auparavant comptabilisées à la date de règlement, pour les comptabiliser à la date de transaction. Nous avons réexaminé cette décision au cours du quatrième trimestre de 2004 et avons décidé d'appliquer à notre bilan consolidé la comptabilisation à la date de règlement, comme nous l'avions fait avant le 1^{er} novembre 2003. Cette décision a été prise en partie par suite de la publication du deuxième exposé-sondage relatif au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Instruments financiers – constatation et mesure*, qui a depuis été finalisé en janvier 2005 comme il est mentionné plus loin, et qui permet l'une ou l'autre des méthodes de comptabilisation sans mentionner une quelconque préférence. Les chiffres correspondants présentés dans ces états financiers pour le premier trimestre de 2004 ont été retraités afin de refléter cette modification. L'adoption du mode de comptabilisation à la date de règlement a entraîné la diminution des autres actifs de 1 221 millions de dollars, la diminution des autres passifs de 625 millions et l'augmentation des valeurs mobilières de 596 millions au 31 janvier 2004.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

L'ICCA a publié le chapitre 3110 du *Manuel*, intitulé *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations* (chapitre 3110), qui exige qu'un passif au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'un actif à long terme soit constaté au cours de la période où il est engagé et où il peut faire l'objet d'une estimation raisonnable. Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations devraient être inscrites à leur juste valeur. La norme a pris effet pour nous le 1^{er} novembre 2004. Nous évaluons actuellement l'incidence du chapitre 3110 sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Modifications comptables futures

Instruments financiers

Le 27 janvier 2005, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié trois nouvelles normes comptables : *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, *Couvertures* et *Résultat étendu*. Ces normes augmenteront le niveau d'harmonisation avec les normes comptables des États-Unis.

Les actifs financiers seront classés dans l'une ou l'autre des catégories suivantes : Placements détenus jusqu'à l'échéance, Prêts et créances, Instruments détenus à des fins de négociation ou Actifs financiers susceptibles de vente. Le classement dans les placements détenus jusqu'à l'échéance sera réservé aux instruments à échéance fixe que nous avons l'intention et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance. Les prêts et créances et les placements détenus jusqu'à l'échéance seront comptabilisés au coût non amorti. En plus d'être utilisé pour les titres acquis aux fins de vente à court terme, le classement dans les instruments détenus à des fins de négociation sera permis pour tout instrument financier au moment de sa constatation initiale. Les instruments détenus à des fins de négociation seront comptabilisés à leur juste valeur lorsque les gains et les pertes réalisés et non réalisés seront présentés dans le bénéfice net. Les actifs financiers restants seront classés dans les actifs financiers susceptibles de vente. Ces derniers seront évalués à leur juste valeur, les gains et les pertes non réalisés n'ayant pas d'incidence sur le bénéfice net, mais présentés dans une nouvelle rubrique de l'état consolidé de la variation des capitaux propres, intitulée *Autres éléments du résultat étendu*.

Les dérivés seront classés dans les instruments détenus à des fins de négociation à moins qu'ils n'aient été désignés à titre d'instruments de couverture. Tous les dérivés, y compris les dérivés intégrés qui ne sont pas clairement et étroitement liés au contrat hôte, seront évalués à leur juste valeur. Pour les dérivés utilisés à titre de couverture des variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif, les variations de la juste valeur des dérivés seront présentées dans le bénéfice net et en grande partie contrebalancées par les variations de la juste valeur de l'actif ou du passif couvert attribuables au risque couvert. Pour les dérivés utilisés à titre de couverture de la variation des flux de trésorerie, la tranche efficace des variations de la juste valeur des dérivés sera initialement constatée dans la nouvelle rubrique, Autres éléments du résultat étendu, et la tranche non efficace sera inscrite dans le bénéfice net. Les montants inscrits dans les autres éléments du résultat étendu seront par la suite reclassés dans le bénéfice net au cours des périodes où le bénéfice net subira l'incidence de la variation des flux de trésorerie de l'élément couvert.

Les autres éléments du résultat étendu feront l'objet d'une nouvelle rubrique de l'état consolidé de la variation des capitaux propres, qui comprendra, en plus des éléments mentionnés plus haut, les gains et les pertes de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture.

Pour la Banque, les normes prendront effet le 1^{er} novembre 2006. Nous en évaluons actuellement l'incidence sur notre situation financière, nos résultats d'exploitation et nos flux de trésorerie.

Note 2 : Charges liées au réalignement de l'entreprise

Au cours du trimestre, nous avons poursuivi la mise en œuvre des mesures de réduction des coûts approuvées par le Conseil d'administration le 9 septembre 2004 relativement au réalignement de notre entreprise. Nous prévoyons que la plupart de ces mesures ayant trait au réalignement seront finalisées au cours de l'exercice 2005 bien que certaines obligations liées à des baux comportent une échéance plus éloignée. Les modifications apportées aux charges liées aux employés et aux locaux ainsi qu'aux autres charges depuis le 31 octobre 2004 sont présentées dans le tableau qui suit.

Charges liées au réalignement de l'entreprise	Charges liées aux employés	Charges liées aux locaux	Autres charges	Total des charges
Solde des charges liées au réalignement au 31 octobre 2004	166 \$	13 \$	13 \$	192 \$
Ajustements	2	—	—	2
Versements en espèces	(13)	(2)	(2)	(17)
Écart de conversion	1	—	—	1
Solde des charges liées au réalignement au 31 janvier 2005	156 \$	11 \$	11 \$	178 \$

Au cours du trimestre, nous avons procédé à la fermeture de 10 succursales de RBC Mortgage Company (RBC Mortgage) et de 11 succursales de RBC Centura Banks. De plus, nous avons initialement prévu la fermeture du siège social de RBC Mortgage à Chicago et le transfert des activités à notre bureau de Houston au cours du trimestre. Cette fermeture et ce transfert seront finalisés au prochain trimestre. Dans nos charges liées au réalignement de l'entreprise, nous avons inclus la juste valeur des obligations futures restantes en vertu de baux, déduction faite des revenus de sous-location prévus, relativement aux locaux que nous avons quittés mais dont nous demeurons le locataire. Nous avons aussi passé en charges les paiements relatifs à l'annulation de baux pour les locaux à l'égard desquels nous avons légalement mis fin à notre obligation en vertu des baux. La valeur comptable des actifs hors exploitation des locaux fermés a été incluse dans les charges liées aux locaux. Les autres charges représentent des honoraires facturés par un cabinet de services professionnels pour des conseils stratégiques et organisationnels relativement aux mesures de réalignement de l'entreprise.

Au 31 janvier 2005, les charges liées au réalignement de l'entreprise devant être payées au cours de périodes futures s'établissaient à 178 millions de dollars; ce montant est comptabilisé dans le bilan consolidé, au poste Autres passifs. Le total des charges liées au réalignement de l'entreprise pour chacun des secteurs est présenté à la note 10. Au 31 janvier 2005, la majeure partie des charges liées aux locaux avaient trait au secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International et les autres charges avaient trait au secteur Services de soutien généraux, respectivement. Environ 1 660 postes ont été ciblés pour suppression au 31 octobre 2004. De ce nombre, 455 employés avaient été licenciés au 31 janvier 2005.

Note 3 : Cession

Le 31 décembre 2004, nous avons finalisé la vente de notre filiale, Liberty Insurance Services Corporation (LIS), à IBM Corporation contre espèces. Le gain sur la vente, qui a été présenté dans le secteur Particuliers et entreprises – Canada déduction faite de la valeur comptable de LIS, était nominal.

Note 4 : Écart d'acquisition

Certaines unités d'exploitation ont été modifiées par suite du réalignement des secteurs avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2004 et, par conséquent, nous sommes en voie d'évaluer notre écart d'acquisition pour y déceler une perte de valeur possible en raison de notre nouvelle structure d'unités d'exploitation. Au 31 janvier 2005, nous n'avions pas complété notre analyse, mais aucun fait jusqu'à maintenant n'a été porté à notre attention qui indique que l'écart d'acquisition a subi une perte de valeur.

Note 5 : Titrisations

Au cours du premier trimestre de 2005, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement de 1 847 millions de dollars (1 077 millions pour le premier trimestre de 2004) par la création de titres adossés à des créances hypothécaires. Nous avons vendu pour 1 300 millions de dollars (775 millions pour le premier trimestre de 2004) de ces titres, pour un produit net en espèces de 1 297 millions (769 millions pour le premier trimestre de 2004), et avons conservé des droits relatifs aux intérêts futurs excédentaires de 51 millions (14 millions pour le premier trimestre de 2004) sur les prêts hypothécaires résidentiels. Un gain avant impôts de 48 millions de dollars (8 millions pour le premier trimestre de 2004) sur la vente des titres, après déduction des frais liés à l'opération, a été constaté au poste Revenus tirés de la titrisation. Les titres adossés à des créances hypothécaires créés et non vendus demeurent inscrits au bilan consolidé, au poste Titres susceptibles de vente.

Note 6 : Rémunération à base d'actions

Nous avons adopté prospectivement la méthode de la juste valeur recommandée par le chapitre 3870 du *Manuel de l'ICCA, Rémunérations à base d'actions*, eu égard aux nouvelles attributions octroyées après le 1^{er} novembre 2002. Le tableau suivant présente l'information pro forma qui reflète l'incidence de la méthode de la juste valeur sur les attributions octroyées avant le 1^{er} novembre 2002 :

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
Tel que déclaré :			
Bénéfice net (1)	979 \$	514 \$	786 \$
Bénéfice par action	1,52	0,79	1,20
Bénéfice dilué par action	1,50	0,78	1,18
Pro forma :			
Bénéfice net (1)	974 \$	506 \$	778 \$
Bénéfice par action	1,51	0,78	1,18
Bénéfice dilué par action	1,49	0,77	1,17

(1) Le bénéfice net des périodes antérieures présentées est retraité par suite de la redéfinition du passif et des capitaux propres. Voir la note 1.

Note 7 : Prestations de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
Charge au titre des prestations constituées	89 \$	78 \$	85 \$
Charge au titre des autres avantages postérieurs au départ à la retraite	46 \$	47 \$	47 \$

Note 8 : Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Le 31 janvier 2005, nous avons émis pour 300 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série W au prix de 25 dollars par action. Les détenteurs ont le droit de recevoir des dividendes trimestriels privilégiés non cumulatifs d'un montant de 0,30625 \$ par action, pour un rendement de 4,90 % par année. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, à compter du 24 février 2010, nous pourrions racheter ces actions en totalité ou en partie contre une prime dégressive. Ces actions seront en outre convertibles en actions ordinaires de la Banque Royale à notre gré à compter du 24 février 2010 contre 95 % du cours moyen pondéré de nos actions ordinaires.

Le 18 juin 2004, nous avons annoncé le renouvellement de notre offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités en vue de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 25 millions de nos actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. En vertu de cette offre, les achats peuvent être effectués pendant une période d'un an, à compter du 24 juin 2004. Au cours du trimestre, nous avons racheté 1 005 449 actions ordinaires à un prix moyen de 63,24 \$ et, depuis la mise en place de l'offre, nous avons racheté 7 418 367 actions ordinaires à un prix moyen de 60,92 \$.

Note 9 : Garanties et éventualités**Garanties**

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 14 de l'ICCA, intitulée *Garanties* (NOC-14).

Au cours du trimestre, nous avons procédé à la réévaluation de nos opérations de prêt de titres et nous avons conclu que certaines ententes de prêt de titres prévoyant une indemnité à l'égard du prêteur de titres répondaient à la définition d'une garantie aux termes de la NOC-14. Dans les opérations de prêt de titres, nous agissons à titre de mandataire pour le détenteur d'une valeur mobilière qui accepte de prêter la valeur mobilière à un emprunteur moyennant une commission en vertu des modalités d'un contrat préétabli. L'emprunteur doit, en tout temps, nantir intégralement le prêt de titres. Dans le cadre de ces activités de garde, une garantie d'indemnisation peut être fournie aux clients prêteurs de titres qui vise à assurer que la juste valeur des titres prêtés sera remboursée dans le cas où l'emprunteur ne retournerait pas les titres empruntés et où la valeur du nantissement ne suffirait pas à couvrir la juste valeur de ces titres. Ces garanties d'indemnisation arrivent habituellement à échéance sans avoir été utilisées. Le montant maximal potentiel des paiements futurs correspond au montant contractuel compte non tenu de la possibilité d'un recouvrement au moyen de la réalisation du nantissement; par conséquent, le montant contractuel n'est pas une indication des exigences en espèces futures. Les échéances de ces garanties d'indemnisation varient puisque les titres prêtés comportent un droit de retour sur demande.

Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers au 31 janvier 2005. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque de perte maximal en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance, ou en raison de biens détenus ou reçus en gage.

	Montant maximal potentiel des paiements futurs
Dérivés de crédit/options vendues (1)	37 105 \$
Facilités de garantie de liquidités	25 378
Prêts de titres	25 359
Lettres de crédit de soutien financier/garanties d'exécution	14 041
Produits à valeur stable (1)	7 522
Rehaussements de crédit	4 626
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	260

(1) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.

Veillez vous reporter à la note 20 de notre rapport annuel 2004 pour de plus amples renseignements relatifs aux garanties susmentionnées et pour une description de nos obligations relatives à certaines ententes d'indemnisation.

Litige lié à Enron

La Banque Royale du Canada et des entités apparentées sont nommées à titre de défenderesses dans une procédure contradictoire devant la United States Bankruptcy Court, district sud de New York, antérieurement entamée par Enron Corp. (et des apparentés débiteurs liés), de même que de nombreuses autres institutions financières défenderesses.

La Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées sont nommées à titre de défenderesses dans le cadre d'une poursuite intentée par une catégorie d'acquéreurs présumés de titres d'emprunt et de participation d'Enron émis dans le public entre le 9 janvier 1999 et le 27 novembre 2001, intitulée *Regents of the University of California v. Royal Bank of Canada* devant le tribunal de district des États-Unis, district sud du Texas (division de Houston). Ce litige a été fusionné avec la poursuite principale intitulée *Newby c. Enron Corp.*, soit le recours collectif consolidé principal des actionnaires présumés d'Enron, dans le cadre duquel des réclamations similaires ont été faites contre de nombreuses autres institutions financières. En outre, la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées ont été nommées à titre de défenderesses dans le cadre de poursuites liées à Enron qui ont été intentées devant divers tribunaux des États-Unis et dans le cadre desquelles des réclamations similaires ont été faites par des acquéreurs de titres d'Enron. La Banque Royale est aussi défenderesse mise en cause dans le cadre d'une poursuite intentée par le cabinet d'experts-comptables d'Enron, Arthur Andersen LLP, qui a fait des réclamations à de nombreuses parties mises en cause afin d'obtenir un recours contre elles dans le cas où la responsabilité d'Arthur Andersen LLP à l'égard des demandereses serait établie dans le cadre de cette poursuite.

Il est impossible de prédire l'issue finale de ces poursuites, non plus que le moment de leur règlement. La direction surveille le déroulement de ces poursuites sur une base continue et exercera son meilleur jugement afin de les régler dans ce qu'elle déterminera être notre intérêt. Dans chacune de ces affaires, nous nous défendrons vigoureusement. Toutefois, en raison des incertitudes importantes quant au moment et à l'issue de ce litige, du grand nombre de poursuites et des nombreuses défenderesses nommées dans plusieurs d'entre elles, des questions inédites soulevées, de la durée importante qui pourrait s'écouler avant que les poursuites fassent l'objet d'un règlement ou d'une décision judiciaire, ainsi que du contexte judiciaire actuel difficile, aucune provision pour perte n'a été inscrite dans les états financiers consolidés intermédiaires, car il est actuellement impossible de déterminer notre risque ultime en la matière. Bien qu'il soit peu probable que la résolution définitive de ces poursuites et autres procédures ait une incidence négative importante sur notre situation financière consolidée, la direction est d'avis qu'elle pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation au cours de toute période donnée.

Autres

Nous faisons l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. De l'avis de la direction, le montant global du passif éventuel lié à ces poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Note 10 : Résultats par secteurs d'exploitation

	Particuliers et entreprises – Canada			Particuliers et entreprises – États-Unis et International			Marchés mondiaux des capitaux		
	T1/05	T4/04	T1/04	T1/05	T4/04	T1/04	T1/05	T4/04	T1/04
Revenu net d'intérêt	1 286 \$	1 243 \$	1 209 \$	277 \$	275 \$	266 \$	209 \$	252 \$	206 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 708	1 662	1 469	475	424	474	851	698	748
Total des revenus	2 994	2 905	2 678	752	699	740	1 060	950	954
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	103	114	47	14	19	19	(2)	(28)	(81)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	582	589	452	–	–	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	1 415	1 488	1 345	599	656	634	700	662	827
Charges liées au réaligement de l'entreprise	–	63	–	–	38	–	–	27	–
Perte de valeur de l'écart d'acquisition	–	–	–	–	130	–	–	–	–
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	291	202	259	41	(11)	25	105	81	31
Bénéfice net (perte nette)	603 \$	449 \$	575 \$	98 \$	(133) \$	62 \$	257 \$	208 \$	177 \$

	Services de soutien généraux			Total		
	T1/05	T4/04	T1/04	T1/05	T4/04	T1/04
Revenu net d'intérêt	(33) \$	(65) \$	(54) \$	1 739 \$	1 705 \$	1 627 \$
Revenus autres que d'intérêt	55	111	(1)	3 089	2 895	2 690
Total des revenus	22	46	(55)	4 828	4 600	4 317
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(7)	(8)	(10)	108	97	(25)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	582	589	452
Frais autres que d'intérêt	(7)	6	1	2 707	2 812	2 807
Charges liées au réaligement de l'entreprise	2	64	–	2	192	–
Perte de valeur de l'écart d'acquisition	–	–	–	–	130	–
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	13	(6)	(18)	450	266	297
Bénéfice net (perte nette)	21 \$	(10) \$	(28) \$	979 \$	514 \$	786 \$

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2004, nous avons procédé à la réorganisation de nos cinq secteurs d'exploitation précédents (RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux) en trois secteurs (Particuliers et entreprises – Canada, Particuliers et entreprises – États-Unis et International et Marchés mondiaux des capitaux). Le secteur Particuliers et entreprises – Canada comprend nos activités canadiennes de services bancaires et de placement et nos activités d'assurances à l'échelle mondiale. Le secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International comprend nos services bancaires et de courtage de détail aux États-Unis, les services bancaires dans les Antilles et aux Bahamas et les services de gestion privée à l'échelle internationale. Le secteur Marchés mondiaux des capitaux comprend les services bancaires pour les grandes entreprises et les clients commerciaux, les services de banque d'investissement, les services de garde de titres et le traitement des opérations. La division des titres à revenu fixe de RBC Dain Rauscher Corp., qui était auparavant présentée dans RBC Investissements, est maintenant présentée dans le secteur Marchés mondiaux des capitaux. Toutes les autres activités ayant trait à l'entreprise qui ne sont pas attribuées à ces trois secteurs d'exploitation sont présentées dans un quatrième secteur, le secteur Services de soutien généraux. Les ajustements relatifs à la consolidation sont aussi inclus dans le secteur Services de soutien généraux. Les chiffres correspondants ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de notre nouvelle structure sectorielle.

Le processus d'information de gestion comprend la mesure du rendement de nos secteurs d'exploitation fondée sur notre structure de gestion, et notre information peut ne pas être comparable à des renseignements semblables présentés par d'autres sociétés de services financiers. Nous utilisons un modèle d'information de gestion qui comprend des méthodologies pour l'établissement des prix de cession interne des fonds, l'attribution du capital économique et les transferts de coûts afin de mesurer les résultats des secteurs d'exploitation. Les revenus et les charges d'exploitation directement liés à un secteur d'exploitation sont inclus dans les résultats de ce secteur. L'établissement des prix de cession interne des fonds et des opérations entre les secteurs d'exploitation suit généralement les taux du marché. Les coûts et les frais indirects ainsi que le capital sont répartis entre les secteurs d'exploitation selon des méthodes de répartition basées sur le risque. Les méthodes d'attribution du capital comportent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et de jugements qui ont une incidence directe sur les autres mesures, comme le rendement des capitaux propres et le rendement du capital de risque. Nous avons révisé certaines méthodes avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2004, parallèlement à notre nouveau modèle de présentation de l'information de gestion. Toutes les méthodes sont assujetties à un examen périodique afin d'assurer leur validité.

Note 11 : Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis

Les états financiers consolidés ont été dressés conformément au paragraphe 308 de la *Loi sur les banques* (Canada), qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du BSIF, les états financiers doivent être dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Les différences importantes entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis sont décrites ci-après.

Bilans consolidés condensés

	Au 31 janvier 2005			Au 31 octobre 2004			Au 31 janvier 2004		
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis
Actif									
Encaisse et montants à recevoir de banques	4 309 \$	– \$	4 309 \$	3 711 \$	– \$	3 711 \$	4 197 \$	– \$	4 197 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	6 814	(34)	6 780	6 267	16	6 283	4 809	18	4 827
Valeurs mobilières									
Titres du compte de négociation	99 248	(621)	98 627	89 322	(1 687)	87 635	95 009	(917)	94 092
Titres du compte de placement	36 837	(36 837)	–	38 923	(38 923)	–	43 095	(43 095)	–
Titres de substitut de prêt	675	(675)	–	701	(701)	–	312	(312)	–
Titres susceptibles de vente	–	37 921	37 921	–	39 861	39 861	–	43 771	43 771
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	39 260	–	39 260	48 317	–	48 317	41 817	–	41 817
Prêts (déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts)	176 890	985	177 875	173 088	967	174 055	165 467	8 688	174 155
Autres									
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	5 960	–	5 960	6 184	–	6 184	5 693	–	5 693
Montants se rapportant aux produits dérivés	36 907	1 285	38 192	38 891	1 190	40 081	38 350	1 257	39 607
Locaux et matériel	1 784	(25)	1 759	1 756	(25)	1 731	1 753	(19)	1 734
Écart d'acquisition	4 428	45	4 473	4 369	47	4 416	4 754	46	4 800
Autres actifs incorporels	524	–	524	523	–	523	580	–	580
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	–	1 687	1 687	–	1 701	1 701	–	1 909	1 909
Actif lié aux comptes distincts	–	107	107	–	120	120	–	183	183
Autres actifs	14 594	20 250	34 844	17 144	15 920	33 064	11 920	13 159	25 079
	428 230 \$	24 088 \$	452 318 \$	429 196 \$	18 486 \$	447 682 \$	417 756 \$	24 688 \$	442 444 \$
Passifs et capitaux propres									
Dépôts	280 020 \$	331 \$	280 351 \$	270 959 \$	616 \$	271 575 \$	265 167 \$	707 \$	265 874 \$
Autres									
Acceptations	5 960	–	5 960	6 184	–	6 184	5 693	–	5 693
Engagements afférents aux titres vendus à découvert	28 854	(1 066)	27 788	25 005	(1 190)	23 815	25 337	(705)	24 632
Engagements afférents aux biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	20 439	–	20 439	28 944	–	28 944	26 701	–	26 701
Montants se rapportant aux produits dérivés	41 248	788	42 036	42 201	669	42 870	40 607	984	41 591
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 334	2 445	9 779	6 838	2 514	9 352	5 243	1 992	7 235
Passif lié aux comptes distincts	–	107	107	–	120	120	–	183	183
Autres passifs	15 407	20 819	36 226	20 387	16 014	36 401	20 514	22 314	42 828
Débitures subordonnées	8 190	430	8 620	8 116	406	8 522	7 639	392	8 031
Titres de fiducie de capital	1 400	(1 400)	–	2 300	(2 300)	–	2 270	(2 270)	–
Passif lié aux actions privilégiées	300	(300)	–	300	(300)	–	300	(300)	–
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	125	1 400	1 525	58	1 466	1 524	114	1 379	1 493
Capitaux propres	18 953	534	19 487	17 904	471	18 375	18 171	12	18 183
	428 230 \$	24 088 \$	452 318 \$	429 196 \$	18 486 \$	447 682 \$	417 756 \$	24 688 \$	442 444 \$

États consolidés condensés des résultats

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2005	31 octobre 2004	31 janvier 2004
Bénéfice net selon les PCGR du Canada	979 \$	514 \$	786 \$
Différences :			
Revenu net d'intérêt			
Produits dérivés et opérations de couverture (1)	4	5	(2)
Entités à détenteurs de droits variables (2)	–	(3)	(14)
Passif et capitaux propres (9)	28	42	42
Revenus autres que d'intérêt			
Comptabilisation des activités d'assurance (4)	(166)	(169)	(115)
Produits dérivés et opérations de couverture (1)	4	(34)	4
Reclassement de valeurs mobilières (5)	–	–	3
Entités à détenteurs de droits variables (2)	–	–	1
Sociétés en commandite (6)	(2)	4	(15)
Coentreprises (3)	(37)	(39)	(33)
Autres (10)	–	(8)	–
Dotations à la provision pour pertes sur créances			
Reclassement de valeurs mobilières (5)	–	–	3
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance			
Comptabilisation des activités d'assurance (4)	234	166	114
Frais autres que d'intérêt			
Droits à la plus-value des actions (7)	–	2	(1)
Comptabilisation des activités d'assurance (4)	17	10	9
Coentreprises (3)	29	30	26
Entités à détenteurs de droits variables (2)	–	(10)	–
Autres (10)	–	(1)	–
Charge d'impôts et variation nette de la charge d'impôts découlant des éléments ci-dessus (8)	(24)	20	11
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales			
Entités à détenteurs de droits variables (2)	–	13	12
Passif et capitaux propres (9)	(25)	(38)	(38)
Bénéfice net selon les PCGR des États-Unis	1 041 \$	504 \$	793 \$
Bénéfice par action (11)	1,61 \$	0,77 \$	1,20 \$
Bénéfice dilué par action (11)	1,58 \$	0,76 \$	1,18 \$

Pour une analyse plus détaillée des différences entre les PCGR des États-Unis et ceux du Canada, voir la note 26 aux pages 111A à 114A de notre rapport annuel 2004.

Éléments importants du rapprochement pour l'état des résultats

- (1) Produits dérivés et opérations de couverture
L'application des PCGR des États-Unis à la comptabilisation des produits dérivés et des opérations de couverture aurait augmenté le bénéfice net de 5 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2005, et aurait entraîné une augmentation des prêts de 43 millions, une augmentation des autres actifs de 1 088 millions, une augmentation des dépôts de 133 millions, une augmentation des autres passifs de 708 millions, une augmentation des débetures subordonnées de 430 millions, une diminution des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 34 millions et une diminution des capitaux propres de 174 millions au 31 janvier 2005.
- (2) Entités à détenteurs de droits variables
Depuis l'adoption de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15, intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables*, le 1^{er} novembre 2004, le traitement des EDDV correspond à tous égards importants à celui prévu par le bulletin d'interprétation du FASB n° 46 (révisé en décembre 2003), intitulé *Consolidation of Variable Interest Entities*, en vertu des PCGR des États-Unis.
- (3) Coentreprises
L'application des PCGR des États-Unis à la comptabilisation des placements dans des coentreprises aurait entraîné la diminution des autres actifs et des autres passifs de 93 millions de dollars au 31 janvier 2005, mais n'aurait eu aucune incidence sur le bénéfice net.
- (4) Comptabilisation des activités d'assurance
L'application des PCGR des États-Unis aurait augmenté le bénéfice net de 55 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2005, et aurait aussi entraîné une augmentation des autres actifs de 2 637 millions, une augmentation des autres passifs de 2 498 millions et une augmentation des capitaux propres de 139 millions au 31 janvier 2005.
- (5) Reclassement de valeurs mobilières
L'application des PCGR des États-Unis au classement des valeurs mobilières n'aurait eu aucune incidence sur le bénéfice net du trimestre terminé le 31 janvier 2005. Elle aurait entraîné l'augmentation des valeurs mobilières de 488 millions de dollars, l'augmentation des capitaux propres de 313 millions et la diminution des autres actifs de 175 millions au 31 janvier 2005.
- (6) Sociétés en commandite
L'application de la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation en vertu des PCGR des États-Unis aurait entraîné une diminution du bénéfice net de 1 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2005, et aurait entraîné une augmentation des autres actifs de 99 millions, une diminution des valeurs mobilières de 107 millions et une diminution des capitaux propres de 8 millions au 31 janvier 2005.
- (7) Droits à la plus-value des actions
L'application des PCGR des États-Unis à la comptabilisation de la charge de rémunération n'aurait eu aucune incidence sur le bénéfice net pour le trimestre terminé le 31 janvier 2005. Elle aurait entraîné une augmentation des capitaux propres de 16 millions de dollars, une diminution des autres actifs de 10 millions et une diminution des autres passifs de 26 millions au 31 janvier 2005.
- (8) Impôts sur les bénéfices
En vertu des PCGR des États-Unis, en plus de l'incidence fiscale des différences mentionnées dans les éléments importants du rapprochement pour l'état des résultats, l'incidence de la variation des taux d'imposition sur les impôts reportés est inscrite lorsque la modification du taux d'imposition a été promulguée. En vertu des PCGR du Canada, cette incidence est inscrite lorsque le taux d'imposition modifié est pratiquement en vigueur.
- (9) Passif et capitaux propres
Comme il est mentionné à la note 1, ce trimestre, nous avons adopté les révisions du chapitre 3860 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*, en vertu des PCGR du Canada, avec retraitement rétroactif des données des périodes comparatives. Ces révisions exigent que nous présentions à titre de passifs les

instruments financiers devant être réglés par un nombre variable de nos actions ordinaires au moment de la conversion par le détenteur. Par conséquent, nous avons reclassé certaines actions privilégiées et une tranche de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales à titre de passif. Les dividendes et distributions du rendement relatifs à ces instruments ont été reclassés sous la rubrique Frais d'intérêt dans notre état consolidé des résultats. Il n'y a eu aucune modification correspondante des PCGR des États-Unis, en vertu desquels ces instruments continuent d'être présentés dans les actions privilégiées, sous la rubrique des capitaux propres, et dans la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales. L'annulation de l'incidence de ces modifications a entraîné l'augmentation du bénéfice net en vertu des PCGR des États-Unis de 3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2005. Elle a aussi entraîné l'augmentation des capitaux propres et de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales de 300 millions de dollars et de 1 400 millions, respectivement, et la diminution des passifs liés aux actions privilégiées et des titres de fiduciaire de capital de 300 millions et de 1 400 millions, respectivement, au 31 janvier 2005.

- (10) Autres
Les autres différences entre les PCGR des États-Unis et ceux du Canada ont trait aux garanties, aux engagements de prêt et à d'autres éléments relativement peu importants. L'incidence nette de ces éléments sur le bénéfice net aurait été nulle pour le trimestre terminé le 31 janvier 2005. Toutefois, cette incidence aurait entraîné la diminution des valeurs mobilières de 22 millions de dollars, l'augmentation des autres actifs de 122 millions, l'augmentation des autres passifs de 85 millions et l'augmentation des capitaux propres de 15 millions au 31 janvier 2005.
- (11) Méthode des deux catégories pour le calcul du bénéfice par action
L'application des PCGR des États-Unis au calcul du bénéfice par action exige que nous reflétions certaines valeurs mobilières ou certains autres instruments ou contrats qui confèrent à leur détenteur un droit de participation dans les bénéfices non répartis lorsque ce droit est obligatoire et peut être déterminé de façon objective. L'incidence de ce calcul a réduit le bénéfice par action de base et dilué en vertu des PCGR des États-Unis de moins de un cent pour le trimestre terminé le 31 janvier 2005.

Éléments importants du rapprochement pour le bilan

Obligation additionnelle au titre des prestations constituées

La comptabilisation d'une obligation additionnelle au titre des prestations constituées en vertu des PCGR des États-Unis aurait augmenté les autres actifs de 35 millions de dollars et les autres passifs de 102 millions, et aurait entraîné une diminution des capitaux propres de 67 millions au 31 janvier 2005.

Comptabilisation à la date de transaction

L'application de la comptabilisation à la date de transaction à notre bilan consolidé aurait entraîné l'augmentation des autres actifs de 10 076 millions de dollars et des autres passifs de 9 299 millions, et la diminution des valeurs mobilières de 777 millions au 31 janvier 2005.

Garanties autres qu'en espèces

La comptabilisation des garanties autres qu'en espèces en vertu des PCGR des États-Unis aurait entraîné une augmentation des autres actifs et des autres passifs de 9 570 millions de dollars au 31 janvier 2005.

Droit de compensation

Les PCGR du Canada exigent la présentation de l'actif et du passif nets qui sont assujettis à un droit de compensation légal lorsque nous avons l'intention et la capacité de régler ces actifs et ces passifs sur une base nette ou simultanément. En plus de ces critères, en vertu des PCGR des États-Unis, les actifs et les passifs doivent se rapporter à la même partie. L'application des PCGR des États-Unis aurait entraîné l'augmentation des valeurs mobilières de 206 millions de dollars et l'augmentation des prêts de 942 millions. Elle aurait aussi entraîné l'augmentation des dépôts de 198 millions de dollars et l'augmentation des autres passifs de 950 millions au 31 janvier 2005.

RENSEIGNEMENTS AUX ACTIONNAIRES

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : 416 974-5151
Télécopieur : 416 955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5

Site Web :
rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal
Société de fiducie Computershare du Canada

Adresse :
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : (514) 982-7888
ou 1 866 586-7635
Télécopieur : (514) 982-7635

Pour toute correspondance :
C.P. 1570, Succursale B
Montréal (Québec)
Canada H3B 3L2

Site Web :
computershare.com

Co-agent des transferts (États-Unis)

The Bank of New York
101 Barclay Street
New York, New York
États-Unis 10286

Co-agent des transferts (Royaume-Uni)
Computershare Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box No. 82, The Pavilions,
Bridgwater Road, Bristol
BS99 7NH Angleterre

Inscriptions en Bourse (Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque Canada : Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis : Bourse de New York (NYSE)
Suisse : Bourse suisse (SWX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base par action ordinaire de la Banque, au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été redressé pour refléter la division d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et celle de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation des actions ordinaires de la Banque.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux transferts d'actions, aux changements d'adresse, aux dividendes, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts et aux transferts de succession, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie Computershare du Canada
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : (514) 982-7888
ou 1 866 586-7635

Toute autre demande peut être adressée à :
Relations avec les investisseurs,
Banque Royale du Canada
123 Front Street West
6th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2M2
Téléphone : 416 955-7806
Les actionnaires peuvent aussi consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2005

Premier trimestre	25 février
Deuxième trimestre	27 mai
Troisième trimestre	26 août
Quatrième trimestre	9 décembre

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement leurs dividendes; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à la Société de fiducie Computershare du Canada, à son adresse postale.

Régime de réinvestissement de dividendes

Le régime de réinvestissement de dividendes de la Banque constitue, pour les détenteurs d'actions ordinaires inscrits de la Banque résidant au Canada ou aux États-Unis, un moyen de réinvestir automatiquement leurs dividendes en espèces à des fins d'achat d'actions ordinaires additionnelles de la Banque.

Pour plus de renseignements au sujet de la participation au régime de réinvestissement de dividendes, veuillez communiquer avec notre agent chargé de la gestion du régime :

Computershare Investor Services, Inc.
Attn : Dividend Reinvestment Dept.
100 University Ave., 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Téléphone : 1 866 586-7635 (Canada et États-Unis)
(514) 982-7888
Télécopieur : 416 263-9394
ou 1 888 453-0330
Courriel :
service@computershare.com

Dates de paiement des dividendes pour 2005

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries N, O, P et S	26 janvier	24 février
	25 avril	24 mai
	26 juillet	24 août
	25 octobre	23 novembre
Actions privilégiées de série W	25 avril	24 mai
	26 juillet	24 août
	25 octobre	23 novembre

Cotes de crédit

(au 25 février 2005)	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang
Moody's Investors Service	P-1	Aa2
Standard & Poor's	A-1+	AA-
Fitch Ratings	F1+	AA
Dominion Bond Rating Service	R-1 (middle)	AA (low)

Investisseurs institutionnels, courtiers et analystes en valeurs mobilières

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Première vice-présidente
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
123 Front Street West
6th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2M2
Téléphone : 416 955-7803
Télécopieur : 416 955-7800

Rachats d'actions ordinaires

La Banque a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Durant la période de un an se terminant le 23 juin 2005, la Banque pourra racheter jusqu'à 25 millions de ses actions sur le marché libre, aux cours du marché. La Banque déterminera le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu.

Un exemplaire de l'avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à l'adresse postale torontoise de la Banque.

